



# Même si Rocard gagne la bataille pour l'adhésion au PS, il laissera derrière lui un PSU...

## LEQUEL ?

Avant les « assises du socialisme », le PSU tient le 5 octobre, un Conseil national. A bien des égards, celui-ci sera décisif. En effet, l'entrée en tant que telle du PSU dans le PS suppose que soit votée la dissolution du PSU, décision qui ne peut être prise que par un congrès (prévu en décembre) à la majorité des deux tiers. Seulement, pour que ce problème soit posé au Congrès, encore faut-il qu'un Conseil national en ait précédemment décidé ainsi. Le débat sur ce point ne pourra donc être esquivé au C.N. du 5 octobre. Et c'est aussi sur ce point que les diverses tendances auront à se prononcer.

Trois tendances s'opposent lors de ce Conseil national. La première, celle de Michel Rocard et de l'actuel secrétaire national, Robert Chaptuis, se bat de plus en plus ouvertement pour l'entrée au PS. La deuxième tendance, autour de Michel Moussel et d'Yvan Craipeau, représente l'opposition la plus ancienne au cours droitier de la direction, celle qui s'était battue, lors des présidentielles, pour la candidature de Charles Piaget. Mais une troisième tendance est récemment apparue, autour de Christian Guéruche et d'André Barjonet, visant à capter tous ceux qui hésitent encore, ceux qui n'ont guère d'autres perspectives que l'alignement sur l'Union de la Gauche, mais qui préféreraient le maintien du PSU à son absorption par le PS.

Dans cette géographie de tendances, il importe d'abord de bien comprendre que, contrairement à ce que serine la quasi-totalité de la presse, la victoire de Michel Rocard n'est nullement acquise. D'abord parce qu'un débat qui mobilise la base du PSU laisse toujours quelques inconnues quant à sa conclusion. Il y a à cela des précédents historiques : en 1967 déjà, la quasi-totalité du Bureau national du PSU, toutes tendances réunies, se prononçait pour l'entrée à l'Association

avec) la FGDS. Mais le congrès qui devait ratifier ce choix ne leur donnait finalement que 30 % des voix. La situation a bien changé, mais les rapports de force qui existent aujourd'hui dans le PSU doivent être regardés de près.

La tendance de gauche (MOUSSEL-CRAIPEAU) conservera selon toute vraisemblance, les 30-35 % qu'elle avait obtenus sur la candidature Piaget. Mais la nature du débat est aujourd'hui différente : bien des militants qui estimaient plus raisonnable de voter MITTERRAND au premier tour des présidentielles n'en sont pas pour autant convaincus de la nécessité d'entrer au PS. Un texte vague de Rocard, garantissant la dynamique vers l'entrée au PS, tout en ménageant les susceptibilités des militants eût pu lui rallier cette couche d'adhérents. Il n'en a rien été : un certain nombre de maladroites du BN — et notamment le fait de poser le problème de la dissolution du PSU — ont au contraire heurté la sensibilité de ce centre indécis.

Pourquoi ces maladroites ? Parce que Michel Rocard comprend fort bien que pour rendre crédible le fait qu'il succède à François Mitterrand, comme candidat de l'Union de la Gauche à la Présidence de la République, il a bien besoin de quelques années : pour prendre un peu du poids qui lui manque, pour faire disparaître les réticences de ses alliés (notamment du PCF) et pour faire oublier quelques relents « gauchistes » attachés à son passé.

Parce que les autres dirigeants du PSU se sont laissés convaincre par le PS et la direction de la FDT qu'il fallait faire vite, mener l'opération à chaud, dans la foulée de la dynamique de la campagne présidentielle. Le résultat est là : c'est aujourd'hui la troisième tendance qui peut, sur la base de son ambiguïté même, regrouper les militants indécis. L'issue du débat dépendra donc en grande partie du champ politique que cette tendance recouvrira (mais elle peut tourner autour des 20 %) comme de la position finale qu'elle prendra : alliance avec la gauche, ou alliance avec Rocard ? En ce domaine, en effet, aucune possibilité ne pourra être définitivement exclue jusqu'au vote final du Conseil national. Il semble bien cependant que l'évolution même des débats rende difficile l'alliance ouverte de ce courant avec les partisans de l'entrée au PS.

Force est donc d'envisager les diverses hypothèses quant au choix du Conseil national, et ses conséquences pour la gauche du PSU.

### SI Rocard L'EMPORTE...

On imagine mal, dans ce cas, les militants de la gauche suivant par discipline de parti les amis de Rocard au PS. Bien qu'ils se refusent aujourd'hui à le reconnaître, la création d'une organisation nouvelle suivrait logiquement la scission de

fait, même si l'astuce juridique des deux-tiers des mandats nécessaires pour officialiser la dissolution, permettait à cette organisation d'apparaître quelques temps sous le sigle maintenu du PSU.

Le premier acte de la gauche serait selon toute vraisemblance la fusion organique avec l'AMR, qui piétine depuis déjà longtemps aux portes du PSU. Fusion que l'AMR accueillerait avec d'autant plus d'enthousiasme que la gauche du PSU aurait été minoritaire. Apparaîtrait donc ainsi sur la scène politique une nouvelle organisation, une sorte de grosse AMR un peu catho, qui se verrait bon gré mal gré, dans l'obligation d'assumer le détournement groupusculaire sur lequel ont ironisé tant de générations de militants PSU.

Cette organisation tenterait vraisemblablement d'impulser une sorte de « mouvement pour le contrôle ouvrier et l'autogestion ». Mais elle serait vite obligée de dépasser les références générales à l'autogestion : elle devrait préciser sa ligne générale, ses choix stratégiques et programmatiques, le rôle qu'elle veut jouer dans la restructuration de l'extrême-gauche. Ou alors elle s'étiolerait, très rapidement, régressant sans coup férir au niveau d'intervention qui est aujourd'hui celui de l'AMR.

### SI Rocard EST BATTU...

Pour la gauche, la situation, contrairement aux apparences, ne sera pas qualitativement différente. Dans ce cas de figure en effet, Rocard et ceux qui, comme Feran, lui sont directement liés, partiront au PS : il ne leur est plus possible d'attendre davantage. Le secrétaire national, Chaptuis, rejoindra également le PS : il est maintenant trop engagé pour reculer. Ce ne sera certes pas alors l'entrée triomphale dont aurait pu rêver Rocard, mais ils en mèneront malgré tout avec eux entre 2000 et 3000 militants. La gauche du PSU peut certes espérer que l'impact moral de sa victoire sur Rocard lui permettra d'élargir son recrutement. Mais ce qui restera dominant, c'est l'atmosphère de crise, même avec le sigle fièrement maintenu, même si l'union de la gauche conserve un minimum de relations avec ce PSU affaibli, ce qui ne saurait être exclu, le PCF par exemple, pouvant y trouver son compte.

L'élément de différenciation le plus notable entre les deux hypothèses est en fait que, si Rocard est battu, la gauche devra co-gérer le PSU avec les dirigeants de la troisième tendance. Cela n'ira sans doute pas sans problème, car ces deux courants n'ont de toute évidence pas les mêmes perspectives. La gauche semble en effet avoir compris qu'il ne servait à rien de recommencer éternellement l'histoire du PSU et ses erreurs, et qu'il lui faudrait s'engager dans un difficile processus de mutation politique et sociale, en liaison avec d'autres forces. La troisième tendance se contente, pour sa part, de proclamer ob-



Si Rocard l'emporte, encore plus près de Mitterrand...

stinément que « le PSU devrait compter sur ses propres forces ».

Le poids de cette dernière ne semble pas, ceci dit, devoir être tel qu'il puisse bloquer le début du processus souhaité par la gauche : fusion avec l'AMR, impulsion d'un « mouvement pour le contrôle ouvrier et l'autogestion ». Mais toute son influence jouera dans le sens du conservatisme : pour conserver au PSU les militants arrachés de justesse aux thèses rocardiennes, et qu'une orientation trop « gauche » pourrait décourager, pour maintenir la légitimité de l'organisation et la continuité de sa politique... Comment la gauche réagira-t-elle à ces pressions ? Force est de constater qu'elle s'est placée d'elle-même dans une position relativement fragile.

### UNE BATAILLE TRES « TACTIQUE »

Car la gauche du PSU est apparue comme menant l'ensemble de cette bataille de manière uniquement tactique. Du communiqué embarrassé expliquant qu'il n'était jamais question dans leurs réunions de créer une organisation nouvelle, jusqu'à la décision de participer de toute façon aux « assises du socialisme », en passant par la référence opportuniste au Manifeste de Toulouse du PSU (manifeste dont se réclament tous les courants), la bataille de clarification n'a guère été menée.

Certes, on peut trouver dans des écrits plus anciens et éparpillés, un certain nombre de références. Et il est juste de considérer, par exemple, que la prise de position de ces camarades sur l'autogestion a



François Mitterrand Rocard, candidat à la succession ?

## VIENNENT D'



¡PORTUGAL, GRECIA: LA DICTADURA DERROCADA! ¿POR QUE NO NOSOTROS...?



¡ALTO A LA REPRESION EN ESPAÑA!

Nº 8 Septiembre 74 2 F



encore plus loin des travailleurs en lutte

toujours été une position en rupture avec le brouet réformiste. Que leurs textes sur la stratégie révolutionnaire et la prise du pouvoir incluent correctement la nécessité de la violence révolutionnaire (1). Que leur attitude sur les rapports avec les réformistes se situe dans une problématique générale de front unique et de débordement, qui est le bien commun de tous les marxistes-révolutionnaires.

Mais tous ces acquis n'ont guère été réinvestis dans le débat actuel. Et même si l'« adresse aux travailleurs » adoptée par la gauche dans sa réunion de Besançon, contient un certain nombre d'éléments positifs, le débat actuel apparaît essentiellement — y compris aux yeux des courants que la gauche du PSU souhaite influencer — comme un simple débat entre ceux qui veulent entrer au PS et ceux qui ne veulent pas. C'est un peu court, pour pouvoir assumer par la suite une réorientation politique. Et cette démarche tacticienne, empiriste, arme très mal la gauche pour résister aux pressions « légitimistes » de la troisième tendance.

Et même si elle franchissait cette étape, la gauche du PSU n'en serait pas pour autant au bout de ses peines. Ces camarades ne pourront en effet éviter longtemps de répondre, à une question sur laquelle leurs écrits sont pour le moment très vagues et très fortement teintés de populisme : la construction du parti révolutionnaire, car ni la référence bien comprise à l'autogestion, ni l'impulsion d'un mouvement décentralisé « pour le contrôle ouvrier » ne permettent d'esquiver ce problème.

Oui ou non reconnaît-on la nécessité d'un parti d'avant-garde, visant à regrouper la fraction la plus consciente de la classe ouvrière, conçu comme l'outil indispensable pour abattre l'Etat bourgeois, préparant dans toute son activité les larges masses à prendre le pouvoir ? Comment peut fonctionner réellement un parti ouvrier révolutionnaire, un parti de combat qui se recommande de l'autogestion socialiste ? Quel type de fonctionnement peut-il concilier pratiquement les plus larges débats et la centralisation dans l'action ? Quelles barrières contre les risques de dégénérescence bureaucratique ? Quel type de lien le parti entretient-il avec les masses, avec toutes leurs formes d'auto-organisation, à tous les niveaux de la lutte des classes ? Bref, comment s'applique correctement, dans la réalité sociale d'aujourd'hui, la théorie léniniste de l'organisation ? Maintes et maintes fois recommencé, ce débat conserve aujourd'hui une actualité brûlante. Quelle que soit sa situation au sortir du Conseil national, la gauche du PSU le trouvera sur son chemin. Elle aurait tort d'y voir un débat fossilisé, et académique. Il conditionne encore aujourd'hui le devenir de la révolution.

Jacques HUBERT

(1) A la réunion nationale de la gauche du PSU à Besançon, le rapport de PIAGET précise ainsi : « Cette situation de double pouvoir n'est que transitoire ; l'affrontement est inévitable entre l'ancien appareil d'Etat contrôlé par la bourgeoisie et le nouvel appareil en gestation. [cet affrontement] est à la fois économique, politique et militaire. Il est l'examen de passage auquel nul n'a jamais pu se soustraire dans la marche au socialisme. De telles échéances se préparent dès maintenant ».

# L'ECOLE DU REALISME

Michel Rocard, dans une tribune du *Nouvel Observateur*, et Jean Le Garrec, secrétaire adjoint du PSU, dans une interview à *Politique Hebdo*, lancent le sprint pour l'entrée dans le PS. Par une leçon de réalisme.

La révolution recule, constate Rocard. Partout. En quinze ans, « on a vu disparaître à la fois la chance d'un Tiers Monde à peu près rassemblé sous la bannière du non alignement et celle d'une Europe qui entendrait assurer son indépendance ». Il faut ajouter au tableau « l'Amérique latine reprise en mains..., l'Afrique pratiquement dominée..., le Vietnam ravagé... ». Bref, « la possibilité d'un réel changement n'existe plus qu'en France et en Italie ». Et encore, l'Italie est-elle menacée « d'un pouvoir autoritaire de droite ». Il faut se presser, se bousculer, mettre les bouchées doubles. Le Garrec s'alarme : si nous ne réussissons pas, d'ici quelques années, ce sera Orange Mécanique à l'échelle planétaire.

Et puis, au train où vont les multinationales et les super-puissances, encore quelques occasions gâchées et nous ne saurons même plus où sont « les centres de décisions », prophétise Le Garrec. Il n'y aura plus « qu'à espérer l'élection d'un socialiste auto-gestionnaire à la présidence des Etats-Unis », ironise Rocard.

Pas de doute, l'histoire mordille les jarrets réformistes.

Pour eux, la révolution n'est décidément pas à l'offensive et la France reste la dernière tranchée contre la barbarie. Leur stratégie défensive justifie le réalisme le plus rampant.

Rocard n'en vient-il pas à expliquer que, si la France et l'Italie sont nos dernières chances, c'est grâce « à ce qu'ont préservé les PC ». Et Le Garrec de renchérir : « l'existence du PC, impose malgré tout un ancrage à gauche ». Conclusion de Rocard : « la question révolutionnaire d'aujourd'hui est de savoir comment renverser le régime actuel, étant entendu que les masses d'aujourd'hui sont dans leur grande majorité réformiste »...

Tous les chemins et tous les arguments mènent donc au PS.

Peut-on défendre avec sérieux et bonne foi que la révolution recule sur tous les fronts ? Au moment où le peuple vietnamien inflige sa plus cuisante défaite à l'impérialisme le plus puissant, au moment où tombent les dictatures grecque et portugaise, au moment où les colonies portugaises accèdent à l'indépendance, au moment où s'éveille le prolétariat européen, au moment où Lip fait école à Lisbonne ?

Peut-on remercier les PC d'avoir préservé les chances du socialisme ? Alors qu'ils les ont gâchées et trahies avec assiduité, de juin 36 à mai 68, en passant par la Libération, de l'Espagne au Chili en passant par la Grèce ?

Toute cette analyse prétentieuse de la situation mondiale n'est là que pour justifier la conclusion, limpide sous la plume de Le Garrec dans *Politique Hebdo* : « Tout le problème est de savoir si nous avons le temps de construire à partir du PSU la force politique susceptible d'attaquer le pouvoir tant qu'il demeure vulnérable. En 69, le PSU a laissé passer une chance historique unique. La SFIO sombrait, même sur le terrain électoral, mais le PSU de cette époque était un peu le lieu de rencontre et de brassage de toutes les tendances, de tous les courants du mouvement de mai, ce qui lui interdisait de jouer totalement le rôle qui aurait pu être le sien ». Autrement dit, à l'époque où la vieille SFIO était à prendre, le PSU a raté l'occasion, pour avoir été trop sensible aux sirènes déjà mourantes de mai 68, et pour n'avoir pas su se délester à temps de ces courants du mouvement de mai qui le tiraient vers l'extrême-gauche. Faiblesse de jeunesse à ne pas rééditer. On sent dans la déclaration de Le Garrec toute la nostalgie, les regrets, la gourmandise inassouvie que suscite cette « chance unique » de 1969.

Ce que proposent aujourd'hui Rocard, Chapuis et Le Garrec, c'est un choix. Un choix entre le levain de mai 68 et la pâte molle du réformisme. Un choix entre la construction d'un parti révolutionnaire et le mol oreiller du PS. Un choix entre le réalisme gestionnaire et l'auto-gestion socialiste. Au nom d'un chantage défaitiste : Orange Mécanique ou le PS ! Leur choix a le mérite de la clarté. Il ne peut être celui des militants qui ont entrevu en mai 68 l'ébauche d'une voie révolutionnaire vers le pouvoir des travailleurs.

## DE PARAITRE

INPRECOR

ITALIE...  
ET MAINTENANT?

## SOUSCRIPTION



SOLDE ANTERIEUR	185 275,69
J.-M. S. Charleville	100,00
M.D. Vierzon	500,00
P.F. Nantes	1600,00
sympathisants Nantes	100,00
C.R. Ass. Gle France	460,00
B.J. Chateau-Thierry	150,00
C.P. La Ciotat	1000,00
F.C. Nanterre	125,00
Crédit Lyonnais	50,00
D. Rueil	200,00
C.R. Paris 12 <sup>e</sup>	200,00
O.P. Paris 7 <sup>e</sup>	500,00
<b>TOTAL</b>	<b>190 260,69</b>

## FRANCE: CONTRE V

ET



Ce qui était spectacle insolite et aubaine pour les touristes tend dorénavant à faire partie du décor. Voilà 12 jours que le France tourne autour de son ancre au gré des vents et des marées, au milieu du chenal d'entrée au port.

Cette position ne gêne nullement le trafic portuaire, les autorités maritimes s'étant empressées de remettre en service un ancien chenal. Ce qui aurait pu être un formidable moyen de pression dans la bataille que mènent les marins du France n'a donc été qu'un pétard mouillé.

Mais la détermination des travailleurs du France a haussé d'un cran la bataille menée localement pour sa défense. L'heure n'est plus au Havre à la signature de pétitions pour le « maintien du France », campagne impulsée par un « Comité de Soutien au France ». A travers le problème de l'emploi à bord du France, c'est le problème de l'emploi dans tout le secteur maritime et sur le plan havrais qui est en jeu. De fait, la bataille du France est devenue une bataille de l'emploi contre la crise du système capitaliste, dont les travailleurs ne veulent pas faire les frais.

## UNE HABILE INTRANSIGEANCE

Dans ce contexte, France devient un test pour le pouvoir. Finis les cocoricos tricolores et les hymnes au prestige national, finie la « grandeur » gaullienne. L'heure est à l'austérité. C'est la seule politique réaliste pour la bourgeoisie française. Giscard, Chirac and Co le savent bien. D'où cette image qu'ils ont voulu donner de leur régime : nouveauté et « réalisme », « fantaisie » et rigueur. Bref : poudre aux yeux et prix fort aux travailleurs.

Dès les premiers jours de l'occupation, Chirac affirmait péremptoirement : « nous ne céderons pas » (sur un ton qui rappelait un mémorable « Lip c'est fini »). Enrobant son explication d'une écœurante sauce démagogique.

De fait, le gouvernement joue à fond la carte de l'isolement des marins du France, alliant la fermeté avec des con-

cessions permettant la démobilisation de la solidarité. Ainsi, après qu'on ait laissé entendre que le navire ne serait pas ravitaillé en mazout, finalement il l'est. Après que le « bateau de solidarité » amenant à bord 5 tonnes de vivres frais, collectés par les syndicats dans la région ou amenés par de petits paysans, se soit heurté aux vedettes de la gendarmerie maritime qui fait bonne garde autour du bateau, c'est — quelques heures après — la Compagnie Générale Transatlantique qui livre ces mêmes vivres aux marins.

Après qu'une délégation de parlementaires communistes conduite par Ballanger et Roland Leroy se soit vu refuser l'autorisation de quitter le port pour rejoindre le navire, c'est, le soir même, la même délégation qui est autorisée à monter à bord, alors que tous les travailleurs soutenant l'initiative s'étaient dispersés. Ainsi, le jeu du pouvoir est clair : éviter que les marins du France ne passent pour des martyrs : ils ont de quoi se nourrir et de quoi se chauffer (merci pour eux !). Autrement dit, désamorcer le mouvement de solidarité extrêmement combatif qui s'est créé au Havre, isoler leur lutte de celle des autres travailleurs, le tout sans lâcher sur l'essentiel.

## UNE SOLIDARITE COMBATIVE

Déjà, le lundi 16, plus de 3000 manifestants s'étaient rassemblés pour apporter leur soutien à la forme de lutte qu'avaient choisie les travailleurs du France : grève illimitée avec occupation. Faire sauter le blocus du bateau, qui constitue une entrave aux libertés syndicales et démocratiques, à la liberté de presse, et apporter le soutien matériel et concret des autres travailleurs, était la deuxième tâche qui incombait au mouvement de solidarité.

Seuls jusque là les délégués syndicaux, avec une autorisation de la compagnie maritime et un visa des renseignements généraux, pouvaient monter à bord ! Autrement dit le pouvoir sanctionnait la forme de lutte que s'étaient donnée les marins du France, son organisation (le capitaine n'est même plus maître à bord après

Dieu, mais après le comité de coordination), et qu'il jugeait illégale (assimilée à une mutinerie à bord).

C'est dans ce cadre que le vendredi 20, un millier de travailleurs, représentant de nombreuses entreprises de la ville assistaient au départ du « bateau de la solidarité ». Parvenu à 200 mètres du France, celui-ci était attiré par les vedettes de la police maritime briseuse de grève et devait faire marche arrière. Il était 12 h 30. Devant la colère des travailleurs présents, la CGT appelait à un rassemblement devant la sous-préfecture à 14 h 30, pour déposer une motion de protestation, demandant sans trop y croire aux travailleurs d'être présents le plus massivement possible. Or, à 14 h 30, plus de 2000 travailleurs étaient devant la sous-préfecture, certaines délégations arrivant en manifestation de leur entreprise ! La combativité était telle que les dirigeants syndicaux durent organiser une manifestation qui n'arrêta pas de grossir jusqu'à la fin. Les mots d'ordre spontanément lancés étant significatifs du ras-le-bol et la combativité qui régnaient chez les travailleurs, dépassant très largement le cadre de la défense du France. D'inquiétants (pour le ministre) « Chirac ça craque » succédaient à « 4 mois ça suffit, Giscard y en a marre », « Giscard affameur, le pouvoir aux travailleurs » représentant un raccourci saisissant entre la lutte présente et sa solution politique ! Quand, à la fin de la manifestation, un dirigeant de l'UD-CGT appela les travailleurs à regagner leurs entreprises, ce fut un tollé général. « C'était une plaisanterie » dut-il rectifier...

Dimanche, malgré le mauvais temps, un demi-millier de travailleurs étaient encore là pour assister au départ des parlementaires communistes. Ceux-ci, augustement ceints de leurs écharpes tricolores, s'étonnaient d'apprendre que les élus de 13 millions de Français ne puissent rencontrer un millier de leurs administrables. Façon comme une autre de manifester leur solidarité de classe !

## ET MAINTENANT ?

Depuis quelques jours, les syndicats et le PC ont quelque peu changé leur

## LIP

## LES 830 DEVRONT ETRE REEMBAUCHES

Aujourd'hui, 589 embauchés à l'intérieur de l'usine, 120 dont l'entrée est planifiée pour les semaines à venir, et 93 par contre, qui attendent toujours une lettre. Si l'on déduit de ce chiffre les malades, les soldats et ceux qui sont en pré-retraite FNE, c'est sur 78 que pèse une menace réelle. Parmi ces 78, un gros pourcentage de leaders syndicaux CFDT et du Comité d'Action dont Roland Vitot, Jean Raguene, Marc Gehin, Monique Pitton, Jean Vuillaume, etc. Pour eux, la direction parle non pas du 31 décembre 74 comme le notifiât l'accord de Dôle, mais de 75 et même du troisième trimestre 75.

Neuschwander comptait sur un affaiblissement de la solidarité entre les extérieurs et les intérieurs, il comptait aussi sur une faible mobilisation de ceux de l'intérieur qui, face au chômage régional (à 8 heures, l'ANEE de Besançon ouvre ses portes, et à 8 heures 30 elle les ferme) ne voudraient pas prendre de risques. Il n'en a rien été... Après une courte période de tensions puis de flottement, la mobilisation s'est reconstituée... renouant avec les formes de lutte précédant le 17 juin 73.

A l'heure en effet où les deux tiers des Lips étaient dedans, c'était à l'intérieur qu'il

fallait porter l'action, c'est de là que dépendait le rapport de force.

Dès la rentrée du 20 août, la section CFDT a relancé son activité, s'appuyant en cela sur ce que les travailleurs dans les ateliers avaient déjà fait plus ou moins spontanément, travaillant à les centraliser, les coordonner et les faire connaître à l'ensemble de l'usine et en impulsant d'autres. Il faut reconnaître une fois de plus que la CGT, complètement décharnée, s'est montrée incapable d'initier les mobilisations et elle ne peut que suivre.

## ON REMET LES FICHES DE POINTAGE DE CEUX QUI SONT ENCORE DEHORS

D'emblée, dans chaque atelier, sous des formes différentes, l'offensive a repris. On peut citer pêle-mêle l'exemple de cet atelier où le petit chef avait décidé arbitrairement de mettre sur le pare le tour et la layette d'un gars qui était encore dehors. Ses camarades s'y sont opposés violemment. Dix fois, l'autre est revenu à la charge pour soi-disant « faire de la place » : dix fois il s'est vu opposer une volonté farouche.

Ailleurs, ce sont des délégations massives, régulières, auprès du chef d'équipe, pour lui rappeler les noms de ceux qu'il doit reprendre, c'est mettre de côté une boîte avec le nom du copain, et lui déposer du travail à faire, comme cela s'est fait au secteur des « machines à pointer », c'est remettre les fiches de pointage de ceux qui sont dehors. C'est aussi visualiser la présence des extérieurs : des photos ont été prises aux stages, elles sont affichées dans l'usine. Comme en avril dernier, c'est une grande campagne d'affichettes sur les machines, la passerelle et même dans le bureau du chef du personnel.

Cette première étape de la mobilisation a abouti à une AG dans l'usine, AG massive, émouvante, peu animée mais terriblement attentive et concentrée. C'était la première fois qu'on se retrouvait dans ce restaurant pour une AG, la première fois depuis plus d'un an, la première fois depuis le 13 août... Cette AG mettait fin à l'atomisation de chacun dans son atelier, et de chaque atelier dans le reste de l'usine. A plus de 500 dans une salle, on redevenait une force, on sentait la possibilité de gagner totalement, de retrouver pour la prochaine ceux qui attendaient dehors et n'avaient pas pu rentrer bien qu'ils soient aussi des Lips.

Dans la foulée, les « stagiaires » passaient à l'offensive : régulièrement ils organisent des AG sur le lieu des cours pour faire le point et, jeudi, ils décident de se montrer, eux aussi, dans l'usine. Ils montent en délégation à la boîte, rentrent et se retrouvent à la direction. Debout — car on est plus à l'aise debout qu'assis pour discuter avec un patron — ils répètent une fois encore que jamais un seul des 78 ne sera abandonné dehors, que les promesses de reclassement ne valent pas un clou, que le 31 décembre, ils seront tous à leurs postes de travail.

# ENTS MAREES...

fusil d'épaule. Les déclarations sur « l'ambassadeur national », « une marine correspondant aux véritables intérêts nationaux » passent dorénavant au second plan. Il faut bien dire que la France en lui-même n'est pas populaire. Déjà, lors de la grève de 48 heures de la marine marchande, les marins dans les assemblées générales à bord des bateaux avaient bien spécifié : « 48 h de grève, d'accord. Mais pour la défense de l'emploi dans la marine, pas pour le France ». Aussi le problème du France est-il replacé dans le cadre du problème de l'emploi sur le plan local et régional. C'est dans ce sens que tout l'effort doit être porté. C'est dans ce sens que la mobilisation des travailleurs havrais doit s'approfondir. D'ores et déjà, la combativité révélée jusqu'ici a montré que la perspective d'une grève générale de 24 h sur le plan local et sur le problème de l'emploi était envisageable comme premier avertissement au patronat et au gouvernement. Cette initiative doit être discutée dans les entreprises et être activement préparée. C'est la seule façon pour les travailleurs d'aller ensemble au combat et non en ordre dispersé avec les meilleures chances de succès.

**Le Havre, le 24 septembre 74**  
Correspondant

## DERNIERE MINUTE

**Du fait du mauvais temps, les marins du France n'ont pu rester en rade. Devant leur refus de rejoindre le quai, pour préserver leur forme de lutte et l'occupation du navire, ils se sont éloignés momentanément au large. Au même moment, Poniatowski déclare que le bateau « pourrait servir pour des loisirs sociaux ». Mais, ajoute-t-il, « cela suppose un autre style de croisière et un autre style de personnel ; et le désarmement du navire tels qu'il est actuellement continuera ». Autrement dit, rien de nouveau, bien au contraire, en ce qui concerne l'emploi des 2000 marins à bord. Juste des promesses verbales sur un éventuel reclassement du personnel hôtelier à Monte-Carlo ou l'Alpe d'Huez... A suivre...**

## PAS QUESTION DE CROIRE AUX PROMESSES DE NEUSCHWANDER

Cette semaine, forts de la mobilisation précédente, de cette unité, de cette fraternité qui s'est exprimée au sortir de l'AG (dans le parking, l'autre jour où tous se sont retrouvés, ces AG hebdomadaires qui continueront à la maison pour tous et où l'AG de l'intérieur a pu être suivie grâce à la vidéo) les Lips préparent les prochaines batailles. Car il n'est pas question de croire les promesses de Neuschwander. Il n'est pas question de se laisser prendre au chantage économique : Neuschwander a reçu ou va recevoir près de 4 Milliards provenant des pouvoirs publics, des banques... Certes il a des difficultés pour relancer l'activité économique, la concurrence est dure, la collection horlogère est vieille de deux ans.

Mais les travailleurs n'entendent pas être complices du processus de rentabilisation qui, de facto, viserait à appliquer avec deux ans de retard les normes du plan d'Ebauches S.A. Aussi, si Neuschwander ne veut pas réembaucher les 78, il faudra l'imposer.

## L'EMPLOI AU HAVRE CE N'EST PAS SEULEMENT LE FRANCE

Pour le patronat français, la Basse Seine est une région privilégiée, « une région en plein essor à qui tous les espoirs sont permis » disait l'ex-ministre Bettencourt il y a quelques temps. Et, de fait, les « secteurs de pointe » y investissent massivement : construction du super-port pétrolier du Cap d'Antifer, extension continue de l'industrie pétro-chimique, etc.

Mais ce sont aussi, actuellement, des licenciements dans des secteurs qui subissent de plein fouet la crise économique, comme l'automobile (arrêt de l'embauche depuis près d'un an à Renault Sandouville, départs naturels non remplacés et plusieurs journées de chômage technique) et le bâtiment (licenciements prévisibles à Tireau-Morel...). C'est la menace de fermeture de PME (comme à All Mer), c'est la crise chronique que connaît la construction navale, l'industrie du bois (Luterma) ; c'est, dans la métallurgie, la fermeture de la GEM, employant 200 personnes. C'est enfin une des régions où le chômage féminin est le plus important du pays (24 % de femmes salariées contre 32 % de moyenne nationale). La liste est longue. Quant aux licenciements liés au désarmement du France, en plus du personnel à bord, ils touchent aussi de nombreux sédentaires, personnel de bureaux à la Compagnie Générale Transatlantique, personnel d'entretien et de révision à la Coger, à Vitailleur (entreprise spécialisée pour le ravitaillement des navires), à la blanchisserie de Rouelles (plus de 100 emplois féminins) et toute une série de petites entreprises spécialisées dans des fabrications ou services particuliers : environ 3000 emplois. Comme dit Bettencourt : « tous les espoirs sont permis »...

Si Neuschwander n'a pas de travail pour tous, qu'il diminue les horaires de travail sans diminuer les salaires... S'il ne veut pas céder, ce sont les travailleurs eux-mêmes qui imposeront cela, qui feront rentrer et travailler leurs camarades. C'est messieurs d'« entreprise et progrès » qui se targuaient de libéralisme, de participation, etc... n'auront qu'une alternative devant le veto des travailleurs : faire le dos rond avec des entrejambes, ou alors rester fermes.

A l'heure où la restructuration des entreprises entraîne des licenciements collectifs, la leçon de Lip n'est pas oubliée, elle est réinvestie partiellement dans d'autres luttes et le type de solution adoptée se retrouve dans certains conflits. Déjà, comme à ELEKTRO-KICKER, à Baumes les Dames, la solution trouvée ressemble à celle de Lip, il est donc important que les lips fassent la preuve qu'on peut contrer les manœuvres des Bidegains et consorts qui voulaient répéter l'opération Romans. A Lip, par la mobilisation et l'unité de tous, le 1<sup>er</sup> janvier, tous devront être réembauchés.

Le 21.9.74  
S. TRITON



créer le rapport minimum, deux points seront fondamentaux :

— la **popularisation**, pour contrer les campagnes d'intox gouvernementale qui ont tant nuit aux mouvements précédents.

— ici, les **comités de popularisation**, nés lors de la grève de juillet ont acquis une large expérience durant l'éché (Larzac, fête de l'Humanité, etc.) Il faudra les renforcer encore lors de la grève.

— l'**organisation des grévistes**, grâce à l'élection démocratique d'un comité de grève, seul apte à représenter l'ensemble des travailleurs en lutte et meilleur garant de leur unité. Là aussi des expériences partielles ont existé lors de la grève des T2 et de celle de la production en 72. Il faut en tirer les leçons.

• Non au licenciement, statut unique du personnel  
• Non au démantèlement, vers la grève générale

ont été poussées également à présenter une demande de négociation globale (et non avec chaque PDG séparément) assortie d'une menace de grève générale dans les 8 à 10 jours. C'est déjà un premier résultat. Mais ils n'ont encore ni fixé la date de cette grève, ni entamé une quelconque mobilisation.

Or, une grève générale, ça se prépare. C'est ce qu'a compris le personnel des Bures-Chaumont, le Centre le plus combattif actuellement. Quand le nouveau PDG, Edeline, est arrivé, ils ont refusé toute entrevue avec lui : une manifestation spontanée à même eu lieu pour lui interdire l'accès des locaux. Plutôt que de se croiser les bras et attendant les consignes, ils ont organisé 3 jours de suite des manifestations dans les couloirs du centre, parcourant les plateaux pour inviter le personnel à se joindre au mouvement.

C'est dans cette voie qu'il faut poursuivre. Avec la nomination des directeurs, c'est l'unité du personnel que le gouvernement cherche à détruire. Il faut préparer un mouvement qui soit à la mesure de l'enjeu. Et, pour

que Rossi dévoile son plan : l'ancienneté à l'ORTF ne serait pas comptée aux agents reversés dans la Fonction publique, la « mise en position spéciale » (qui équivaut à un licenciement déguisé) se ferait dans les pires conditions, les commissions de répartition du personnel ne comporteraient qu'une représentation symbolique des syndicats, etc.

Le personnel réagit vivement. Dans différents centres parisiens, des motions de sections syndicales combattives s'accroissent sur les bureaux de l'intersyndicale. Elles sont unanimes pour réclamer :  
— la grève de tout le personnel  
— l'occupation des locaux  
— la coupure de l'antenne et la suppression du programme minimum

Sous la pression de la base, les directions syndicales, qui s'approprièrent à négocier sur des bases qui entraînaient le démantèlement ont dû revenir à leur première plate-forme (pas un seul licenciement maintenu du statut unique, non au démantèlement). Elles

**Le démantèlement de l'Office, est pour Giscard, une opération à mener rondement : c'est par un Parlement réuni d'urgence en plein mois de juillet qu'il a fait voter à la va vite la loi consacrant l'éclatement de l'Office ; pour qu'à la rentrée tout le monde puisse parler de « l'ex-ORTF ». Mais les choses iront sans doute moins facilement que prévu.**

Lancée avec précipitation, l'opération démantèlement a d'abord buté sur un problème de personnel : rares étaient les personnalités prêtes à risquer leur réputation dans cette opération de « dénationalisation » ouverte. C'est avec retard que les nouveaux PDG ont été nommés. Ils devront mettre les bouchées doubles pour respecter les délais prévus afin que l'éclatement soit consommé en janvier 75.

Quoiqu'il en soit, le choix même de ces PDG est déjà à lui seul une véritable provocation :  
• **Jacqueline Baudrier**, qui touche ainsi une prime pour le rôle de jaune qu'elle n'a pas hésité à assumer en 68 au journal télévisé.  
• **Contamine**, dirigeant de l'Office en 67, qui fut l'inventeur de la

# PREPARER LA GREVE

# UNE LEÇON DE CHOSES

Depuis lundi 16 septembre, les quatre usines (à Marseille, Maubeuge, Villefranche et Blanc-Mesnil) du groupe Titan-Coder sont occupées. A l'heure où nous écrivons ces lignes les travailleurs entament leur seconde semaine d'occupation. Face à eux, la bourgeoisie semble décidée à maintenir une attitude dure dans l'espoir de voir s'essouffier le mouvement.

La politique du gouvernement face à Titan-Coder est une véritable leçon de choses : Genoyer, chef de file des Giscardiens locaux, envisage — pour s'affirmer comme une « personnalité sociale » face aux U.D.R. du cru regroupés autour de Comiti — de se porter rédempteur de l'usine : il constitue un groupe de trois industriels « performants » (sic) fait savoir qu'il est prêt à assurer la direction de l'usine, à condition que l'Etat verse quelques dizaines de millions dans l'escarcelle de la nouvelle entreprise. A condition aussi de « rentabiliser » sans douceur, en se défaisant d'une partie du personnel.

Giscard a rendu son verdict : l'entreprise est mise en liquidation de biens : 2700 travailleurs licenciés d'un seul coup. La loi du profit est la seule qui compte, quitte à handicaper le développement des giscardiens locaux.

Depuis lundi 16 septembre, les quatre usines (à Marseille, Maubeuge, Villefranche et Blanc-Mesnil) du groupe Titan-Coder sont occupées. A l'heure où nous écrivons ces lignes les travailleurs entament leur seconde semaine d'occupation. Face à eux, la bourgeoisie semble décider à maintenir une attitude dure dans l'espoir de voir s'essouffier le mouvement.

Dans la droite ligne de sa politique poursuivie lors des dernières présidentielles, le P.C. et la direction de la C.G.T. se sont lancés dans la lutte eds « CODER » avec la ferme intention de continuer à drainer une fraction de l'électorat gaulliste derrière Mitterrand. Titan-Coder étant la seule entreprise française de sa dimension à fabriquer des semi-remorques c'est aux cris de « on dilapide le patrimoine national » qu'ils accueillirent la mise en liquidation des biens de

l'entreprise. Qui plus est les groupes américains Fruehauf et Trailors s'étant placés sur les rangs des éventuels acheteurs d'une partie des biens, l'explication fut largement diffusée que Giscard s'appretait à brader la France.

Pour ce qui est de trouver une perspective mobilisant la classe ouvrière, là, il y a avait un hic. Le mot d'ordre de nationalisation étant exclu (Titan-Coder ne figure pas dans la liste du Programme Commun), le P.C. allait trouver une planche inespérée de salut dans la « commission Renault » : la régie étant nationalisée, le passage de Titan-Coder vers une nationalisation s'accomplissait en douceur, comme par inadvertance.

Ainsi présentait-il cette solution comme garantissant tout à la fois le plein emploi et la nationalisation (voilà pour les uns) et



l'indépendance économique de la France (voilà pour les autres).

Le « rapport-Renault » ayant été défavorable, les directions du P.C. et de la C.G.T. se penchaient alors sur cet aspect du problème et chiffres en main tentaient de démontrer que l'entreprise pouvait encore ramener de substantiels profits et que se priver d'une telle aubaine était ridicule.

## DES CAMIONS DANS LE CAVIAR

C'est dans ce cadre que la direction de la C.G.T. a tenté de maintenir toutes les mobilisations qu'elle a impulsées tout au long de la semaine dernière.

Ainsi la marche sur Paris, acceptée au

départ avec enthousiasme par les travailleurs, a été en fait source de démobilisation : défilant dans les rues de la capitale désertes à cette heure, 500 travailleurs se sont finalement trouvés enveloppés par des cordons de flics, desquels ne filtrait qu'une maigre délégation à un vague subalterne de Chirac. Ce n'était pas une action mobilisatrice, elle s'inscrivait par contre tout-à-fait dans le cadre des pressions des parlementaires du P.C. et du P.S. sur le gouvernement pour qu'il accepte la solution Renault.

Seconde source de déception : la manifestation organisée le même jour à l'occasion de la foire internationale de Marseille. A l'origine une action spectaculaire était prévue : on débarquerait massivement dans

## Rhône Progil

# L'ETAPE SUPERIEURE

La grève qui a eu lieu le 18 septembre a été un sérieux avertissement pour la direction. Puisqu'elle demeure intransigeante, il s'agit maintenant de passer du durcissement à l'élargissement.

On n'avait jamais vu ça depuis 68. L'usine complètement arrêtée pendant 32 heures, les camions bloqués par le piquet Nord qui les empêchait de charger les stocks, 95 % de grévistes chez les postés et 80 % chez les journaliers. Un seul point noir : les jaunes et la maîtrise refoulés aux entrées Nord et Sud sont entrés vers 9 h 30 par le centre administratif (en utilisant une petite porte habituellement réservée à la direction), à grand renfort d'huissiers et de cadres supérieurs. On y veillera à l'avenir...

### POUR PREPARER LA PROCHAINE...

En prévision de la réunion du 25 septembre avec la direction de Rhône Progil, toute la semaine des assemblées générales ont recommencé à se tenir : à 4 h, à 12 h, à 20 h pour les postes, à 16 h 30 pour les journaliers. Pour décider de la suite de la lutte, c'est la mobilisation permanente.

Préparer la prochaine, cela veut dire d'abord bien voir tout ce qui a été acquis sur la façon de mener la lutte au cours de la dernière grève :

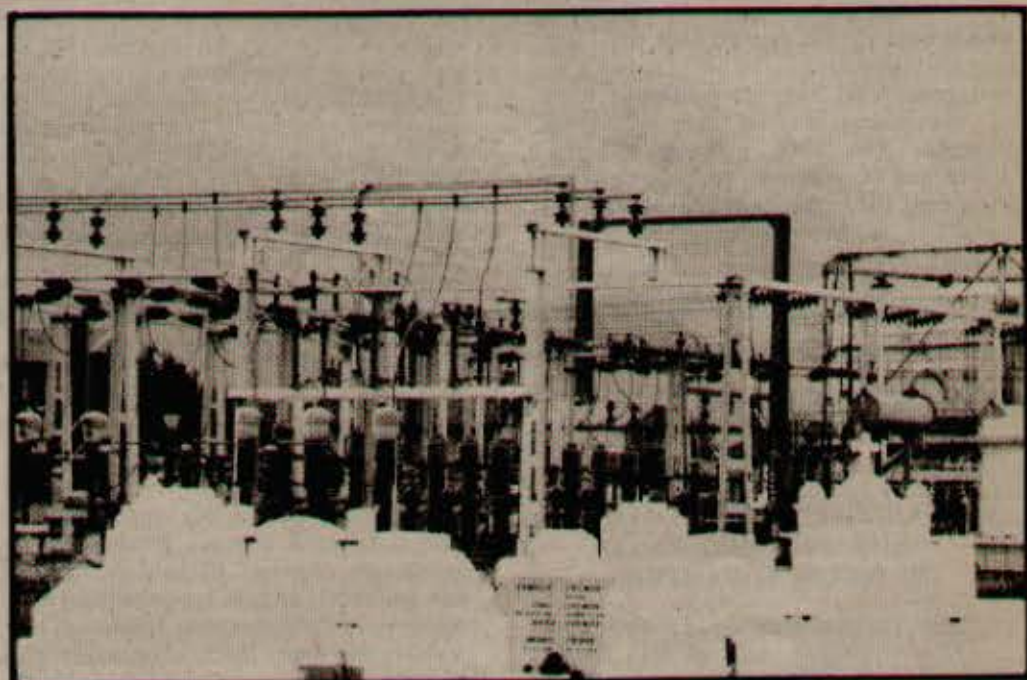
- les décisions prises en AG de poste ou de secteur ;
- les piquets de grève durs et massifs.

Il faut voir aussi ce que nous pourrions faire pour aller plus avant. L'idée a été discutée d'une assemblée générale de tous les travailleurs en lutte pour voter si on reconduit la grève ; avec l'élection d'un comité de grève représentatif de tous les secteurs.

### UNE DISCUSSION SUR LES MOTS D'ORDRE

Un long débat a eu lieu dans la cellule du FCR et dans le Groupe Taupes sur le programme revendicatif CGT-CFDT, qui a reçu la signature de 1500 travailleurs de l'usine et que nous défendons. Le débat a porté sur : grille unique des salaires ou 300 F pour tous. La Taupes a défendu dans la situation présente le mot d'ordre de grille unique des salaires. Pourquoi ?

— Nous avons obtenu par la lutte une grille des salaires « ouvriers » qui, à l'époque, a fait progresser les bas salaires et diminué l'éventail hiérarchique. Les employés et les techniciens



sont payés « à la tête du client ». Nous voulons régler cette anomalie, ces catégories de travailleurs étant exploitées comme les autres.

— La grille est certes hiérarchisée, mais elle apporte plus de 300 F aux bas coefficients :

— c'est la remise en cause de la « personnalisation » du salaire prônée par les patrons ;

— c'est la garantie d'un salaire à chaque coefficient par l'échelle mobile ;

— elle mobilise toutes les couches de travailleurs, de l'OS au technicien (ne parlons pas des cadres qui, chez nous, sont les chiens de garde de la direction) ;

— elle intègre une prime dite « société » bénéfique et la garantit.

— Les syndicats CGT et CFDT se sont engagés par voie de tracts à se battre dans l'avenir uniquement sur des

augmentations en somme fixe si, par notre lutte, nous obtenons la grille unique des salaires. Car ils ont fait l'analyse que si nous réussissons à obtenir cette grille, c'est une remise en cause du pouvoir patronal et que nous pourrions passer à l'étape supérieure qui est la diminution de l'éventail hiérarchique.

### ELARGIR

La réunion du 25 septembre n'a rien donné. La direction a déclaré avec aplomb : « seules des mesures conservatoires peuvent paraître raisonnables. En conséquence, la direction n'envisage aucune autre mesure que celle de U.I.C. ». Autrement dit, la direction accorde... 0 % !

Le 25 septembre  
Correspondant Progil



L'encadrement de la force avec des sentiers-tentacles, « des camions dans le caver », mais d'appel à la dignité en appel à la raison il était décidé d'abandonner les camions. 300 travailleurs se retrouvaient donc devant les grilles de la force à l'heure dite soutenus par des délégations d'entreprises de métallurgie elles-mêmes menacées de fermeture. Après avoir accueilli pendant une heure les « personnalités » à coups de sifflet (et tout particulièrement les gradés de l'armée) une partie des travailleurs amorçait tout naturellement la seconde partie de ce qui avait été prévu : entrer dans la force au moment de l'inauguration. Le P.C. s'y opposait prétextant que le pouvoir n'attendait que cela pour nous présenter comme des irresponsables ». Une discussion plus que vive s'instaurait alors entre les uns

et les autres. Puis de quatre heures les travailleurs se dispersaient, certains disant à haute voix leur écontentement.

Lundi dernier l'atmosphère n'était plus à l'enthousiasme. Au même moment des licenciements identiques se préparaient dans la région marseillaise. Deux boîtes supplémentaires pourraient dans les quelques semaines qui viennent fermer leurs portes (Merilloux et Ohisi jetaient sur le pavé 528 travailleurs. Plus que jamais une mobilisation contre la croissance du chômage est possible et nécessaire dans les bouches du Rhône, plus que jamais la fonction effective des luttes des travailleurs des entreprises menacées, permettra de constituer un pont, le seul à même de faire reculer la bourgeoisie sur ces fermetures et ces licenciements.

## Immigrés

# LES MANOEUVRES DE DIJOND

— Dijond, le nouveau secrétaire d'Etat à l'immigration, vient d'annoncer qu'il demandait au gouvernement de prolonger l'arrêt de l'immigration au-delà du 30 septembre.

— A Amnecy, des centaines d'affiches sont collées sur les murs : « dehors ces immigrés qui viennent nous prendre notre travail, violer nos femmes... » Le refrain raciste est connu.

Elle est la double réponse de la bourgeoisie à la situation économique et politique de la rentrée :

— d'un côté on tente de stopper l'immigration en faisant croire que les immigrés sont les premières victimes du chômage.

— de l'autre on encourage une campagne raciste qui va jusqu'au meurtre (n'oublions pas qu'il y a eu plus de 100 assassinats racistes depuis septembre 73, et pas en Afrique du Sud, mais en France !)

On voit bien là que la racisme n'est pas un « état d'âme », une gangrène « inhérente à l'homme » : c'est au moment où la bourgeoisie en a besoin, comme par hasard, que se développe un tel climat.

Notre responsabilité de militants marxistes révolutionnaires est grande aujourd'hui : nous devons, inlassablement, expliquer à nos camarades de travail français en quoi le racisme est un instrument de diversion, de division des travailleurs, au plus grand profit du patronat.

Nous devons nous tenir prêts pour réagir immédiatement à tout acte de racisme : la division de la classe ouvrière est une carte que la bourgeoisie peut jouer, dans une période où elle se montre aussi incapable de

répondre aux aspirations des travailleurs que maintenant :

Le « juri du coin » des années 30, ce peut être aujourd'hui « l'arabe du coin »

Dijond, du haut de son secrétariat d'Etat, vient donc de stopper « l'importation de main-d'œuvre » qui est l'immigration.

Déjà de nombreux travailleurs immigrés ont reçu, pendant les vacances, une lettre leur indiquant qu'ils étaient licenciés. D'autres vont arriver en fin de contrat : s'ils n'ont pas trouvé de travail sous trois mois, ils seront expulsés.

Inlassablement nous devons nous battre contre tout contrôle de l'immigration : c'est le pillage impérialiste qui est responsable de la pauvreté et du sous-emploi dans les pays du tiers-monde. Accepter la limitation de l'immigration, c'est accepter le contrôle des files aux frontières, c'est commencer à défendre « l'intérêt national ».

C'est accepter la condition de sous-travailleurs qui est faite aujourd'hui aux immigrés : participant à part entière à la production des richesses dans ce pays, mais toujours à la porte des points de chômage !

Contre la bourgeoisie qui cherche à diviser les travailleurs, contre le social-chauvinisme du P.C.F. qui accepte contrôle et statut de paria (même « démocratisé ») nous devons défendre le libre jeu des courants migratoires, la suppression de tout contrôle et de tout statut discriminatoire, la réduction massive du temps de travail, pour assurer le partage de tout le travail existant entre les mains de tous les travailleurs, qu'ils soient français ou immigrés.

# FOURCADE ANNONCE LE TEMPS DES VACHES MAIGRES...

Ça s'est très mal passé pour Fourcade ! La conférence annuelle pour présenter le budget s'est transformé en un forum houleux où certains journalistes n'ont pas hésité à traiter le ministre de « farceur ». C'est que présenter le budget 75 comme une mesure de lutte contre l'inflation et de maintien de l'emploi relève d'un vaste bluff. En fait, il révèle des choix très clairs de la part de la bourgeoisie.

La croissance des crédits d'équipement est globalement ralentie : plus 1 + 12,1 % quand on sait que les prévisions officielles misent sur une hausse des prix d'au moins 10 % l'année prochaine, il apparaît probable que la croissance en volume sera donc... négative. De plus, les différents postes ne sont pas touchés de la même façon. L'armée, la police, la justice auront des crédits en augmentation sensible. Par contre, il y aura diminution des dépenses pour les logements sociaux, les écoles, les équipements culturels et sportifs.

Les crédits de fonctionnement, qui devaient augmenter de 22 %, ne connaîtront finalement une croissance que de 16,5 %. Des coupes sombres ont dû être opérées. Le gouvernement ne garantit plus aujourd'hui le maintien du pouvoir d'achat des fonctionnaires. Déjà, le salaire de base de la fonction

publique est inférieur au S.M.I.C., et n'est relevé artificiellement que par le jeu des primes. Les créations d'emplois sont en chute libre dans tous les secteurs, notamment les services d'études comme le S.S.E.P.R.E.M.A.P., le C.R.E.D.O.C., etc. 15 000 postes sont créés dans l'Education nationale contre 22 000 en 1974. En bref, lutter contre l'inflation et le chômage signifie pour le gouvernement s'attaquer au pouvoir d'achat et réduire l'emploi dans la Fonction publique !

## LES RECETTES

La France reste toujours le pays qui connaît la fiscalité de classe la plus prononcée. Par le jeu du plafond des cotisations de Sécurité Sociale, du quotient familial, de la T.V.A., les petits salariés, ceux dont le revenu du ménage

ne dépasse pas 2500 F par mois, payent entre la moitié et les deux tiers de la charge fiscale totale. L'année prochaine encore, les seules taxes à la consommation les plus injustes parce que frappant au même titre l'O.S. et le P.D.G., rapporteront 170 milliards de francs à l'Etat sur les 290 milliards de recettes. A elle seule, la T.V.A. rapportera 130 milliards de francs. Bien sûr, une baisse du taux de 17,5 % à 7 % est décidée pour le matériel de camping. Mais quand on sait que cet taux de 7 % était déjà appliqué depuis 3 ans dans les hôtels « 3 étoiles » ! L'impôt sur le revenu frappera toujours de façon inégale les pauvres et les riches. La réforme du quotient familial ne touche que les enfants de plus de ans. Mais par contre, les tranches du barème ne sont relevées que de 12 % alors que la hausse des prix atteindra au moins 16 % cette année. Ce qui veut dire que ceux dont le salaire s'est tout juste accru au rythme de l'inflation paieront quand même 4 % d'impôts supplémentaires.

Le budget, et les mesures annoncées par ailleurs montrent que la bourgeoisie mène essentiellement une politique à court terme au point de vue

économique. Ainsi, les 20 francs par jour pour les vieux sont réorientés à l'année prochaine. Quand les prix auront augmenté encore de 10 % ! En attendant, des bons leur seront proposés qui permettront de payer le beefsteak 50 % moins cher chez le boucher. Il y avait déjà eu les billets de 100 F pour les fournitures scolaires, maintenant les bons pour la viande. La « grande réforme de la société française » a tendance à se transformer piteusement en une politique de la mendicité.

De même, la taxe conjoncturelle annoncée à grands renforts de trompettes risque de ne jamais voir le jour. D'une taxe applicable à l'ensemble des entreprises, on est passé à une taxe frappant seulement les plus grosses. Puis les entreprises exportatrices, celles qui investissent ou créent de la main-d'œuvre en ont été exemptées. Ce qui fait qu'il n'en reste plus beaucoup ! A tel point que le projet est aujourd'hui entièrement remanié à l'Élysée.

Quant à l'encadrement du crédit, il n'en reste pas grand-chose. Des dérogations multiples ont été accordées pour les paysans, les commerçants, les P.M.E. etc. Il ne frappe plus aujourd'hui

que de façon marginale. La politique économique vit donc sans perspectives. Un journaliste du « Monde » va même jusqu'à dire : « la façon d'ajuster à vue la politique économique réduit finalement beaucoup la portée, donc l'intérêt des choix opérés par le gouvernement ».

Un budget ne peut être réellement anti-inflationniste dans une économie dominée par les grands trusts. Il ne s'agit pas d'opposer la compétence

## Dépenses totales du budget

Dépenses totales du budget	% de la production intérieure brute
1973 : 204 G.F.	20 %
1974 : 237 G.F.	19,9 %
1975 : 267 G.F.	19,5 %

## 2) La T.V.A.

Montant total en 1974 : 128 G.F.  
% du revenu national : 14,5 %

Compte tenu du fait que tout le revenu n'est pas consommé, la part réelle de la T.V.A. dans la consommation s'élève à 17 %. Un salarié travaille donc deux mois dans l'année pour payer la T.V.A. !

## 3) Budgets sur la consommation

1973 : 136 G.F.
1974 : 154 G.F.
1975 : 172 G.F.

170 pour

## nouvelles du libéralisme

L'AFFAIRE  
SUSINI

En visite dans les geôles françaises, Giscard n'a pas serré la main de Jean-Jacques Susini. Maintenant, il n'a plus besoin d'aller dans une cellule pour le faire. Susini a été libéré le 14 septembre de la prison de la Santé où il était détenu depuis le 6 octobre 72 sous l'inculpation d'arrestation illégale et de séquestration de personnes. Des co-accusés l'avaient accusé d'avoir participé le 20 décembre 1968 à l'enlèvement de l'ancien trésorier de l'OAS, Raymond Goret, dit « Cimenterie », qui devait y laisser gentiment sa peau. Une paille. Maintenant, quand on entendra le sire Lecanuet discourir sur la limitation de la détention provisoire, on ne va pas pouvoir s'empêcher de ricaner.

MAI 58

Car Susini, ce n'est pas n'importe qui. Né à Alger en 1933, il entre après guerre au RPF gaulliste. Etudiant en médecine à Lyon en mai 58, il dirige la création d'un maquis blanc pour appuyer l'action prévue des parachutistes en métropole. Avec quelques élèves du lycée militaire de la Flèche, il arpente les monts du Forez. C'est grâce au concours du général Descours, gouverneur militaire de Lyon, que Susini obtient des armes pour appuyer ses troupes. L'opération est montée par une organisation terroriste, le Grand O, qui prétend ressusciter la Caçoule de l'avant-guerre avec à sa tête les généraux Chassin et Chérière, l'ancien patron de l'armée en Algérie.

## LES BARRICADES

L'arrivée au pouvoir de de Gaulle court-circuite les rêves guerriers de Susini, qui à cette époque se prend pour Primo de Rivera, le fondateur de la Phalange espagnole. Fin 58, il regagne l'Algérie à la recherche d'un champ d'action à la mesure de ses ambitions. Il se fait élire président de l'AG des étudiants d'Alger en 59 et nage avec délices dans les eaux troubles de l'activisme algérois. Petit poisson devient grand et en décembre 60 c'est l'un des principaux dirigeants, avec le limonadier Jo Ortiz, de la révolte des barricades. Cela ne lui coûtera que 9 mois de prison vite purgés.

## L'OAS

En décembre, le voilà à nouveau à pied d'œuvre. Il gagne l'Espagne franquiste où s'est réfugié Salan et participe à la fondation de l'OAS. Chargé de l'action psychologique, il devient responsable pour l'organisation terroriste d'Alger et Constantine. Machiavel a trouvé son condottiere : c'est l'ex-lieutenant du 1er Régiment Etranger de paras Degueudre, le tueur en chef des commandos Delta. Leurs assassinats, leurs « opérations ponctuelles » font régner la terreur à Alger. Susini sera condamné à mort pour ces crimes par la justice française.

Les ambitions césariennes de Susini, qui prétend traiter d'égal à égal avec la révolution algérienne, avortent misérablement. Il se réfugie en juillet 62 en Italie, à Bologne. Le régime gaulliste ne poursuit pas de ses foudres les brebis égarées du bercail bourgeois : Susini accomplit plusieurs voyages en France sans être le moins du monde inquiété.

MAI 68

Arrive Mai 68. La bourgeoisie fait flèche de tout bois pour prévenir une nouvelle explosion sociale. Les vieilles querelles coloniales s'atténuent devant le réflexe anti-communiste. De Gaulle fait le voyage à Baden Baden et Susini propose ses services au régime tant « abhorré » qui les accepte.

Avec un noyau de fidèles issus de l'OAS, Susini s'occupe avec les SAC de la campagne électorale dans le Sud Est. Avec ses étudiants musclés, il « s'occupe » du milieu étudiant.

Mais Susini n'entend pas en rester là et tente de construire un vrai parti nationaliste. Il lui faut de l'argent. En 1969, certaines banques sont « visitées ». Arrêté le 11 mars 1974, pour attaques à main armée, il sera libéré sur l'intervention de Maître Michard Pélissier, avocat très parisien, bien introduit dans la barbouzerie gaulliste et ami intime de Jacques Chaban Delmas.

Mais la chance de Susini tourne, le pouvoir décide, pour mener sa politique de répression, de s'appuyer sur l'appareil juridico-policié. Les SAC sont épurés, l'Ordre Nouveau ne sera pas le grand parti nationaliste, mais le rassemblement des supplétifs en milieu étudiant. Susini, devenu gênant pour le pouvoir, est mis à l'ombre : le prétexte : l'enlèvement de Goret dont Susini exigeait 100 millions pour financer la création du parti nationaliste.

Arrive 74. Pompidou meurt. Devant l'Union de la Gauche, la bourgeoisie serre les coudes autour de Giscard et l'on voit l'ex-capitaine OAS Sergent camper dans les bureaux Républicains Indépendants. Un prêté vaut un rendu. Giscard renvoie l'ascenseur, pour éviter l'échafaud. Susini le déclare en

après la conférence nationale du C.A.P.

## PROCES DE COLMAR, PROCES DE LA JUSTICE

Les 22 et 23 septembre, s'est tenue à Lyon la deuxième Conférence nationale du CAP (Comité d'Action des Prisonniers).

Venus de plusieurs villes de France, ainsi que de Belgique et de Suisse, les participants ont discuté autour de plusieurs thèmes :

- la situation dans les prisons après les révoltes, la réforme pénitentiaire,
- l'orientation, les objectifs, l'idéologie du CAP.

- l'activité des CAP.
- les problèmes d'organisation du mouvement (journal, coordinations).

Les militants du CAP ont réaffirmé le tournant que revêtait les révoltes de l'été et dénoncé la pseudo-réforme-Lecanuet. Une brochure sur ces deux questions, avec de nombreux documents, est en préparation.

Le débat sur l'« idéologie » du CAP a mis en évidence quelques problèmes rencontrés par les militants dans leur travail. Bien que chacun s'entende pour dire que l'idéologie du CAP c'est de ne pas en avoir, il s'agit pour le CAP de définir une troisième voie, originale, s'opposant à la solution bourgeoise idéaliste et à la solution marxiste traditionnelle.

De nombreux camarades ont souligné la nécessité de se lier au mouvement ouvrier, de faire comprendre aux travailleurs (ce qui n'est pas toujours facile) le sens de leur combat. Des exemples de prises de positions « favorables » de sections syndicales ou de militants syndicaux ont été signalés. Un camarade a raconté que lorsqu'il avait été en prison, la section CGT de son entreprise ainsi que la cellule du PC l'avaient défendu.

Ces débats sont d'autant plus importants que les camarades du CAP sont conscients que les révoltes de l'été ne vont pas automatiquement rejoindre le combat révolutionnaire et bien peu



Photo Elie KAGAN

En médaillon, SALAN, le « patron » des « ours » de l'OAS, aujourd'hui amnistié.

toute candeur qui attribue « l'accélération de son dossier à la nouvelle politique que connaît la France » depuis le 19 mai.

Il est vrai que Politique-Hebdo rappelait dans son numéro 127 : « Dans Le Monde du 12 février 1963, on trouve le compte-rendu de la déposition de Bastien Thiry (1) devant la Cour : « Je vais retracer la carrière activiste de M.Giscard d'Estaing... C'est à ce moment-là (en 1961) que M.Giscard d'Estaing a été inscrit à un réseau OAS sous le chiffre 12 B (...). La liaison avec Salan était assurée par quelqu'un du ministère des Finances qui a été en poste en Algérie... ». Giscard démentit aussitôt ces informations : « ces accusations, dit-il, auxquelles le bon sens populaire n'a accordé aucune vraisemblance ». Par la suite, le ministre des Finances intenta un procès en diffamation contre M<sup>e</sup> Isorni (2) qui avait repris les mêmes accusations.

Selon Le Monde, dans ce procès en diffamation, M<sup>e</sup> Isorni déclara qu'il avait été « informé des relations indirectes entre M.Valéry Giscard d'Estaing et l'OAS par le capitaine Ferrandi, aide de camp de Raoul Salan, arrêté en même temps que ce dernier ». Il lui avait affirmé que tout ce qu'il révélait était

confirmé par les documents de l'OAS qui par la suite furent adressés d'Alger à M<sup>e</sup> Isorni...

Le Monde poursuit : M<sup>e</sup> Isorni a précisé qu'« en réalité, c'est le chef de cabinet du ministre des Finances, à l'époque secrétaire d'Etat, qui était l'un des plus actifs partisans de l'Algérie française et de l'OAS au sein de la rue de Rivoli. Il était pour cette dernière l'homme sur lequel on comptait, mais le ministre lui-même ne l'ignorait pas. A l'issue du procès, la Cour d'Appel devait classer irrecevables les poursuites en diffamation contre M<sup>e</sup> Isorni, arguant de l'immunité qui protège les avocats dans l'exercice de leurs fonctions ».

Ceci explique peut-être cela ?

Mais nous on aime mieux ça : à la fin, on allait croire que c'était vraiment du libéralisme cette « accélération de dossier ».

M.R.

(1) Colonel OAS responsable de l'attentat du Petit Clamart.  
(2) Avocat de Prevost, co-accusé avec Bastien Thiry.

rejoindront le CAP à leur sortie de taule. Les problèmes de ce type seront plus longuement débattus dans le cadre du journal du CAP.

Enfin, une large place a été donnée à l'action avec surtout la perspective du Procès de Colmar le 22 octobre, préparé sur place par des états-généraux contre la justice de plasse, les 18, 19 et 20 octobre. Outre les 15 organisations (dont le FCR) soutenant dès aujourd'hui

l'initiative, le CAP invite des magistrats, des soldats signataires de l'appel des 100, des militants ouvriers...

Deux ans après les premières assises, cette rencontre marque une étape dans le développement du CAP. Le travail déjà entrepris en commun contre l'institution pénitentiaire et contre la justice bourgeoise doit se poursuivre, la confrontation des idées, des positions aussi.

SOLIDARITE  
AVEC SERGE LIVROZET

Le 12 juillet 1974, Serge Livrozet, animateur du CAP (Comité d'action des prisonniers) s'écrivait en pleine audience du tribunal de Colmar : « Pourriture de justice française ». Cité comme témoin au procès de M. Hanneton, il venait de voir celui-ci condamné à la prison à vie. Condamné sur le champ à deux mois de prison fermes pour cet « outrage », Livrozet a fait appel et passe devant la Cour d'appel de Colmar le 22 octobre.

A l'initiative de plusieurs organisations (CAP, Révolution, FCR, Marge, MTA, Mouvement d'action judiciaire, ORA, GIA, GITS, CAM, etc...) une campagne unitaire de solidarité doit se développer dans tout le Haut-Rhin.

A Mulhouse et à Colmar seront organisées des « Assises de la justice », au cours desquelles sera fait le procès de cette noble institution et de ses méfaits. Meetings, manifestations de rue, soirées de solidarité avec la présence d'artistes, marqueront la campagne.

Avec la participation de plusieurs journaux, et notamment de Klapperstei 68

(plusieurs fois victime de cette fameuse justice), un journal de 4 pages sortira vers le 10 octobre.

Nous ne sommes pas « passivement » solidaires de Livrozet.

Cet ancien détenu a dit tout haut ce que beaucoup doivent se contenter de penser. Qui oserait parler de neutralité et d'équité de la Justice après avoir assisté à des audiences de correctivonnelle ? Qui n'a pas l'impression d'assister à une pièce de théâtre face à un procès d'Assises ?

Qui peut faire confiance encore à une justice qui chaque année envoie plusieurs dizaines de milliers de personnes en prison et autorise un Ministre de l'Intérieur à donner l'ordre de tirer à vue sur d'éventuels fuyards lors de mutineries ?

Livrozet risque une peine de prison ferme. S'il est condamné c'est également un encouragement à la répression contre les militants du CAP, les premiers à s'être efforcés de sensibiliser et de mobiliser le mouvement ouvrier contre l'univers pénitentiaire. C'est pourquoi, il faut soutenir la campagne autour de son procès. Et pas du bout des lèvres.



SPECIAL  
ARMEE  
50 cts

# Rouge

hebdomadaire d'actions communiste

CONFIDENTIEL DEFENSE

## DIRECTIVE

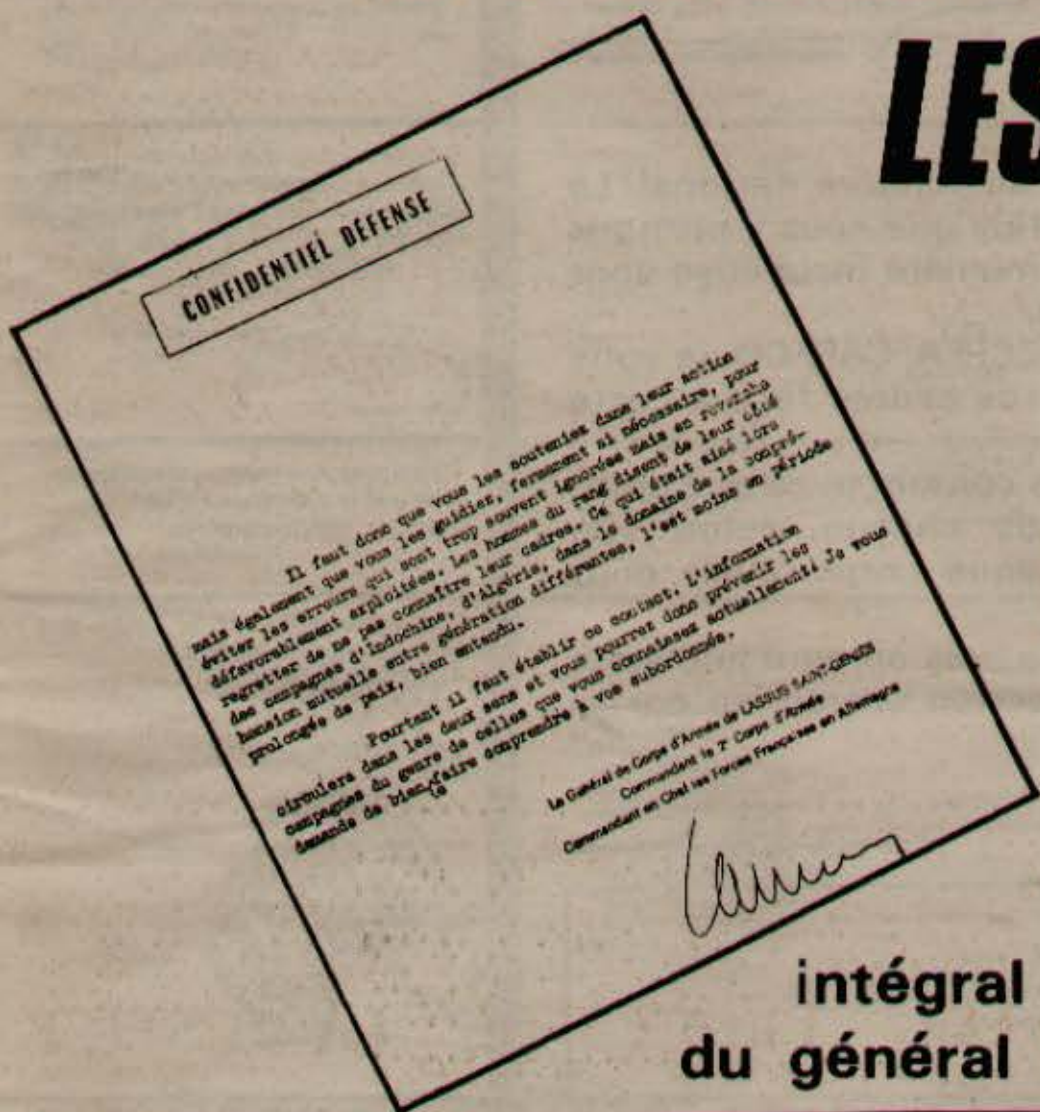
### A L'ATTENTION DE MESSIEURS LES CHEFS DE CORPS

### OBJET:

### « APPEL DES CENT »

### CONDUITE

### A TENIR



Texte  
intégral de la directive  
du général Lassus St Geniès

Le général de Lassus St Geniès, vous connaissez ? Ce n'est sûrement pas un imbécile puisqu'on lui a confié le commandement des troupes françaises en Allemagne. Comme tous les gens raisonnables, le général de Lassus a un hobby. Un violon d'Ingres qui a nom « L'APPEL DES CENT ». Déjà pendant les vacances, il avait pris le temps d'interrompre sa sieste pour livrer à la presse quelques profondes réflexions sur cet appel. Sitôt regagné son Quartier général, le voici qui se met au travail : la confection d'une circulaire adressée aux chefs de corps, leur indiquant la conduite à tenir face à l'appel des 100, la manière de le réfuter...

C'est cette circulaire que nous avons tenu à livrer à l'attention de nos lecteurs : c'est qu'elle est un produit supérieur de l'intelligence militaire. Personne ne sera donc étonné en apprenant que, dans les quelques corps où ont été suivies les instructions du général et des discussions sur l'appel suscitées à l'initiative des gradés, ces débats aient tourné à la débâcle pour l'encadrement et débouché sur un mouvement irrésistible de signatures de l'appel...

**CONFIDENTIEL  
DEFENSE**

**DIRECTIVE  
A L'ATTENTION  
DE MESSIEURS LES  
CHEFS DE CORPS**

**OBJET :  
« L'APPEL DES CENT »  
CONDUITE A TENIR**



Les menées anti-militaristes en France font partie du folklore national. La dernière en date, dite « Appel des Cent », mérite toutefois que nous y prêtions attention en raison de son caractère sournois et de la manière insidieuse dont elle a été et est encore conduite à l'heure présente.

Dès le 15 juillet 1974, par ma directive N° 62/2° CA/CCFFA/CAP/CD, je vous précisais ce que devait être votre action et celle de vos cadres face à cette campagne.

Rentré de permission il y a quelques jours, j'ai repris contact avec une quinzaine de Chefs de Corps et j'ai pu m'assurer que chacun, selon son tempérament et les conditions locales propres à chaque corps, avait pour l'essentiel réagi dans le sens que j'avais indiqué.

Je veux, après analyse de la situation telle que je la vois aujourd'hui, vous donner des directives pratiques pour contre-carrer l'action entreprise par la « gauche révolutionnaire » de Monsieur Krivine.

suite page 16 →



dites... euh...  
ça vous ennuirait  
pas de vous  
mettre au garde  
à vous...  
Juste 5 minutes...  
Pour me faire  
Plaisir...

Bof...

An  
« ANA

**REVENDEICATION  
OU CRITIQUE**

1) Libre choix de la date d'incorporation (entre 18 et 25 ans).

2) Libre choix du lieu d'incorporation.

3) Suppression des incorporations en RFA, « puisqu'il existe avec ce pays des relations pacifiques établies ».

4) Isolement, « misère sexuelle et affective », demande de permissions hebdomadaires.

5) Augmentation de la solde et gratuité des transports.

6) Libre disposition en dehors des heures de service.

7) Brimades pour faire des exécutants dociles, chantage aux permissions, le règlement militaire permet à n'importe quel gradé de punir.

8) Accès à la presse de son choix dans les enceintes militaires, discussions ou activités politiques.

9) Cas des engagés volontaires déçus par l'Armée.

10) 7 % de pertes par an.

11) Suppression de la Sécurité Militaire, des tribunaux, de toutes les sanctions, des prisons...

# VERS QUELLES INDEPENDANCES ?

dossier  
colonies  
portugaises

« ...dans la situation historique présente, il y a seulement deux chemins possibles pour une nation indépendante : retourner à une domination impérialiste (néo-colonialisme, capitalisme, capitalisme d'Etat) ou **PRENDRE LA VOIE DU SOCIALISME** » (souligné par nous)

Amílcar Cabral, fondateur du P.A.I.G.C.V.

Facteur déterminant de la chute du régime fasciste, le mouvement de libération des colonies portugaises s'apprête aujourd'hui à recueillir les fruits de sa lutte : l'indépendance de la Guinée Bissau, proclamée il y a un an, apparaît comme définitivement réalisée ; celle du Mozambique n'est plus qu'une question de mois. En Angola, où le rapport de force n'est pas aussi favorable, à la fois à cause de facteurs subjectifs tels que la division des mouvements et de facteurs objectifs — présence d'une très importante colonie blanche, richesse économique (pétrole en particulier) la partie est loin d'être terminée et la marge de manœuvre de l'impérialisme demeure plus importante : ce qui signifie à la fois que les chances d'une solution d'emblée néo-coloniale existent là plus qu'ailleurs et que l'importance du soutien politique au mouvement de libération — notamment au M.P.L.A., son aile incontestablement la plus avancée (malgré toutes les réserves que nous pouvons faire à ce sujet) — peut jouer là plus qu'ailleurs un rôle décisif.

## UN CONTEXTE DIFFÉRENT DES ANNÉES 60

Il serait particulièrement faux de plaquer sur les colonies portugaises les analyses faites dans le cadre des colonies anglaises et françaises au début des années 60. Le contenu de leur « indépendance nationale » était le produit du rapport de forces qui s'était établi entre les masses africaines et l'impérialisme (et secondairement le rapport de forces entre les impérialismes) à l'issue d'une lutte anti-coloniale de vingt ans. Dans ce combat le retard de la formation sociale africaine avait donné à la petite bourgeoisie urbaine un rôle de leader incontesté : s'appuyant sur la volonté d'accumulation de cette classe, sur son horizon borné et légaliste, l'impérialisme avait pu assurer sans frais le passage à un stade nouveau du pillage, la mise en place de l'économie néo-coloniale. L'indépendance des colonies portugaises intervient dans un contexte tout différent : le système de domination néo-coloniale est largement en crise. Au sein des appareils d'Etat néo-coloniaux les fractions bourgeoises et petites-bourgeoises s'entredéchirent : dans le cadre d'une formation sociale qui **tendanciellement se modifie**, où les masses longtemps ignorées et trompées, s'avancent sur le devant de la scène de l'histoire : la chute de Tsiranana à Madagascar en 1972, celle d'Hailé Sélassié en Ethiopie sont les premiers actes spectaculaires de cette montée des masses africaines. Dans le cours de la lutte de libération, les directions du P.A.I.G.C.V., du M.P.L.A., du F.R.E.L.I.M.O. ont connu une longue trajectoire qui les a amenées au nationalisme révolutionnaire : le développement de zones libérées s'est fait partout avec comme perspective une économie socialiste. Il serait naïf d'analyser cette évolution comme le simple fruit d'une prise de conscience individuelle : la radicalisation de ces directions ne s'est pas faite sans d'intenses luttes internes. Elle est le produit direct de la lutte, des forces sociales mises en mouvement au cours de celle-ci. Citons à ce propos Samora Machel, président du F.R.E.L.I.M.O., dans une interview à « *Rinascita* » : « ... Si l'on combat pour chasser les portugais et qu'ensuite on met à leur place des Africains qui utilisent le même système économique que les Portugais, donc qui exploitent les autres Africains, alors la lutte s'enlise. Mais si, après avoir chassé les Portugais, on fait en sorte que la lutte du peuple devienne permanente... »

## NATIONALISME ET REVOLUTION

Il faut cependant souligner que cette radicalisation a eu lieu, comme le reconnaissent eux-mêmes les dirigeants des mouvements de libération, d'une façon empirique et pragmatique et qu'à ce titre elle ne constitue nullement une garantie pour l'avenir. Le cadre théorique de leur réflexion reste celui du nationalisme et non celui de la révolution africaine et mondiale. Pourfendeur du néo-colonialisme, Amílcar Cabral a aussi cautionné l'O.U.A., les régimes de Sékou Touré, de Senghor et même celui de Tombalbaye au Tchad. Par rapport au stalinisme, son « pragmatisme » lui a fait subir une trajectoire voisine de celle de Fidel Castro : les envolées de l'O.L.A.S. ont, hélas, été sans lendemain. Dans une interview à l'*African Communist*, Dos Santos, vice-président du F.R.E.L.I.M.O., affirme que le « maintien de la direction révolutionnaire » du F.R.E.L.I.M.O. « ouvrira de réelles possibilités pour aller de la libération à la révolution ». Pour nous, ces directions ont montré dans le passé qu'elles n'étaient pas exemptes d'opportunisme et le seul garanti est constitué par la mobilisation effective des masses : les difficultés actuelles du M.P.L.A. montrent à quel point la lutte armée contre l'oppression coloniale est loin d'avoir résolu les déviations régionalistes tribalistes.

Ce refus, commun aux trois mouvements, de poser le problème du parti d'avant-garde, masque une ambiguïté fondamentale : s'ils affirment la finalité socialiste « rendue nécessaire » par les nécessités de la lutte, ces mouvements ne cessent pas pour autant d'affirmer qu'ils sont des fronts multi-classistes où chacun a sa place, le front unissant « une nation-classe » selon les termes de Cabral. Le poids des éléments bourgeois, faible aujourd'hui, risque demain de se renforcer, en fonction des difficultés économiques et surtout du contexte international, marqué à la fois par l'existence des Etats néo-coloniaux et de l'Afrique du Sud. Celle-ci se trouve être aux frontières du Mozambique et de l'Angola. Une intervention directe de l'Afrique du Sud semble devoir être exclue (quand la maison est en flammes, on ne va pas éteindre les écuries). L'Afrique du Sud doit déjà faire face aux luttes de l'A.N.C., du S.W.A.P.O. en Namibie, du Z.A.P.U. et du Z.A.N.U. en Rhodésie. On peut penser que sa stratégie actuelle vise davantage à renforcer sa domination économique par rapport aux futurs Etats indépendants.

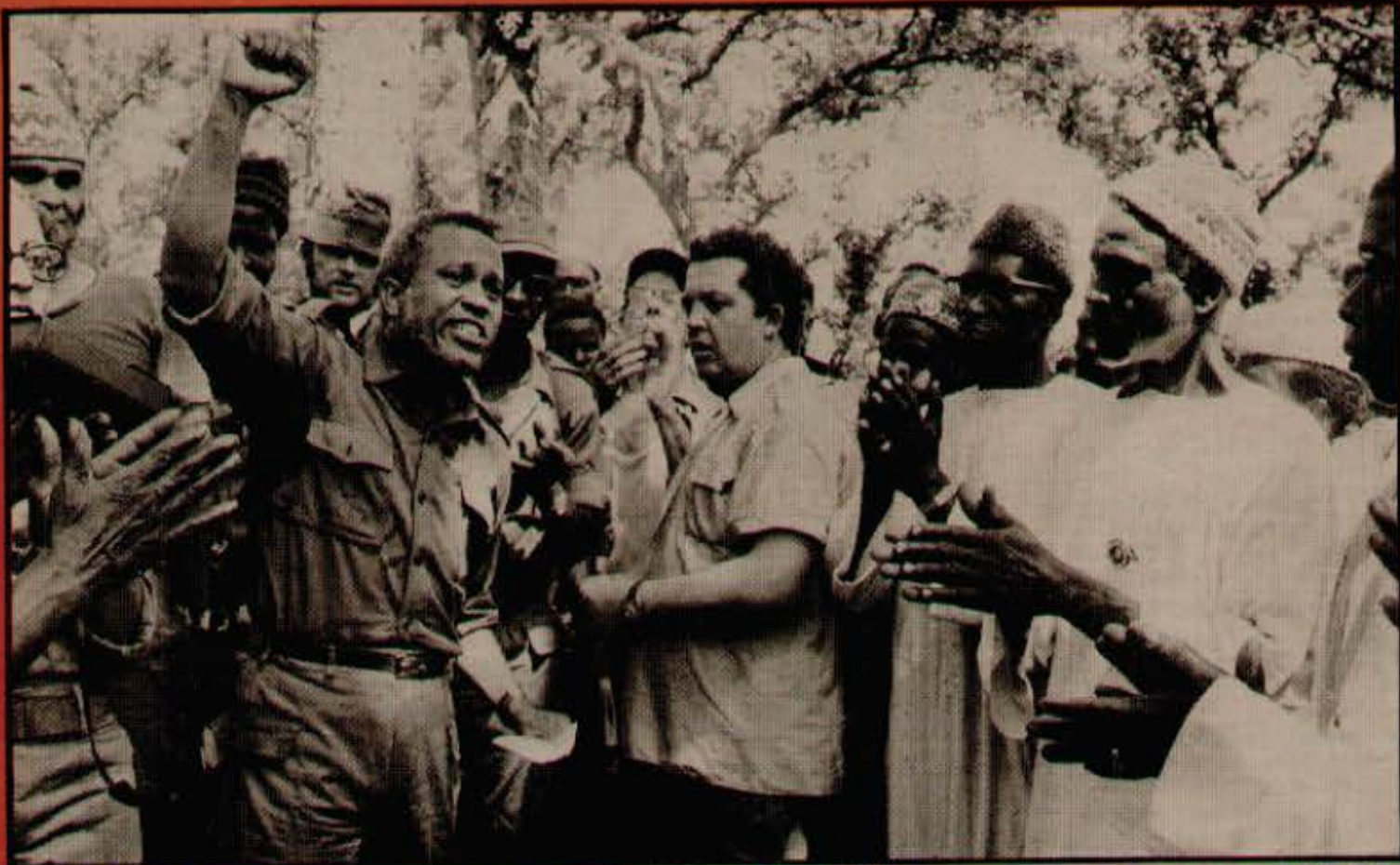
## LES COLONIES PORTUGAISES A LA CROISEE DES CHEMINS

On ne peut être que d'accord avec Cabral lorsqu'il affirmait qu'« en Afrique, dans la situation historique présente, il y a seulement deux chemins possibles pour une nation indépendante : retourner à une domination impérialiste (néo-colonialisme, capitalisme, capitalisme d'Etat) ou prendre la voie du socialisme ».

Rejoignons que la seconde est plus difficile à suivre, mais qu'aujourd'hui pour les colonies portugaises les deux sont possibles. Une partie importante se joue pour la révolution africaine qui ne saurait laisser indifférents les marxistes-révolutionnaires. Plus que jamais une solidarité internationale, militante et permanente apparaît nécessaire dans laquelle la IV<sup>e</sup> Internationale doit se trouver aux avant-postes.

Le comité de rédaction  
d'Afrique en Lutte.





Luis CABRAL, président du Conseil d'Etat.

Garrima

# L'INDEPENDANCE EN GUINEE BISSAU

Petit pays de 36.000 km<sup>2</sup> (l'équivalent de la Bretagne), coïncé entre le Sénégal et la Guinée Conakry, la Guinée Bissau est une pièce de cette mosaïque d'Etats dessinée par les découpages impérialistes au XIX<sup>ème</sup> siècle. En ce temps-là aussi le sort des peuples se décidait sous les lambris des chancelleries de Londres, Berlin et Paris. A cette époque, les Portugais se contentaient d'occuper la côte qui abrite les comptoirs nécessaires au développement de leur commerce. L'occupation du pays se révéla difficile puisque les campagnes « d'occupation effective » et de « pacification » durèrent jusqu'en 1936. Les succès ultérieurs du PAIGCV trouveront leurs racines dans les traditions de résistance des différents groupes ethniques contre la conquête coloniale.

Il faut cependant attendre le début des années 50 pour voir apparaître les premiers éléments qui contribueront à l'écroulement futur du régime fasciste, puis à la nécessaire reconnaissance de l'indépendance de l'Etat de Guinée Bissau par le nouveau gouvernement de Lisbonne.

L'importance économique de ce bout d'Afrique n'est pas comparable à celle de l'Angola et du Mozambique. L'enjeu était politique, l'exemplarité de la lutte du PAIGCV remettant en cause tout l'édifice colonial portugais. Les Salazar et Caetano ne pouvaient pas laisser se développer une lutte de libération nationale pour l'indépendance dans l'une de leurs colonies (d'autant plus qu'une base militaire intégrée dans l'OTAN est établie dans les îles de Cap Vert). Ils répondront par la répression : 30.000 hommes de troupe pour quelque 800.000 habitants.

Aucune solution de type néo-colonial ne pouvant venir du régime fasciste de Lisbonne, aucun soutien du mouvement ouvrier international dominé par le stalinisme n'étant à attendre, isolé, le PAIGCV devra éviter l'écueil des déviations des mouvements nationalistes ; ses réponses seront empiriques, le mouvement étant privé des acquis léninistes dévoyés par la bureaucratie de Moscou.

## LA CREATION DU PAIGCV

La lutte de libération est, en Guinée Bissau, inséparable de l'histoire du PAIGCV, dirigeant les luttes depuis 18 ans. Ce mouvement naît de la prise

de conscience d'une partie de la petite-bourgeoisie africaine de la société coloniale.

En 1948, plusieurs étudiants africains originaires de différents territoires se retrouvent à Lisbonne. Parmi eux : Amílcar Cabral, Agostinho Neto et Mario de Andrade. Ils organisent un cercle pour l'étude des langues africaines : ils y discutent de leurs rôles futurs dans les luttes de libération de leur pays. Mais cette prise de conscience est limitée, les formes et les moyens d'accéder à l'indépendance ne sont pas encore abordés. Malgré tout, cette époque est à l'origine de la compréhension de la nécessité d'une lutte commune, coordonnée à l'échelle du continent. Quant aux contacts qu'ils auront avec le PCP, ils conduiront Cabral à une position très distante vis à vis des thèses stalinienne. La position du PCP alors était de privilégier la lutte du peuple portugais contre la dictature de Salazar, se contentant de déclarer au sujet des colonies : « Nous, communistes, nous reconnaissons aux peuples coloniaux le droit de se constituer en Etats indépendants, bien que ces peuples, sous-développés sous tous les aspects, ne puissent assurer eux-mêmes leur indépendance dans les circonstances actuelles » (1<sup>er</sup> Congrès 1943). On comprend le désarroi de Cabral et de ses compagnons, certes échappant au carcan stérilisant des schémas stalinien, mais obligés à y trouver refuge dans l'empirisme.

Employé par l'administration coloniale, directement confronté à une exploitation sans fards, Cabral comprend l'impossibilité d'une évolution venant de l'intérieur du système. Ses prises de position lui valent l'exil en Angola où il se lie avec une poignée d'intellectuels débutant un mouvement de libération.

De retour à Bissau, il participe à la création clandestine du PAIGCV en septembre 1956, avant de retourner en Angola où il devient membre fondateur du MPLA en décembre de la même année. L'orientation du PAIGCV tend à l'organisation clandestine des différentes couches urbaines, des manifestations revendicatives devant déboucher sur une lutte pour les droits démocratiques. Le mouvement croit encore à la possibilité d'un processus graduel de remise en cause de la domination coloniale.

## DU REFORMISME A LA LUTTE ARMEE

Le massacre des dockers de Péditi en 1959 a marqué un tournant. Le PAIGCV change d'orientation et déclare : « ... de par la nature même du colonialisme portugais, la lutte par tous les moyens, y compris la lutte armée, est la seule voie pour conduire à la libération du pays ». Dès lors, l'ensemble des illusions sur les possibilités de réformes et de négociations sont abandonnées.

Dans les années qui précèdent le déclenchement des combats en 1963, les cadres politiques se forment, l'organisation se met en place. Les liens tissés dans les centres urbains, dans les villages de brousse, dans les zones ouvrières de Guinée Conakry, font du PAIGCV un mouvement implanté capable de résister à une répression accrue dès 1962, capable d'organiser des zones libérées toujours plus vastes. Les actions de sabotage sont menées de front avec l'éducation politique de la population paysanne.

Le PAIGCV progresse, mais les difficultés sont grandes. L'expérience manque et les dirigeants guinéens doivent faire face à des problèmes nouveaux : l'organisation de la lutte armée, la mobilisation des paysans, la présence des différents groupes ethniques, l'absence de solidarité internationale matérielle et politique. Le début de la lutte en Guinée coïncide d'autre part avec une période de reflux du mouvement de masse africain : stabilisation des Etats coloniaux, défaite de l'UPC, écrasement de la révolte au Congo, chute de N'Krumah au Gana.

Privé de cadres de référence théorique, le PAIGCV tâtonnera inévitablement. Mais il sut éviter les principales déviations en maintenant l'axe de la lutte armée et de l'unification nationale. Le militarisme, la constitution d'une caste des « chefs de guerre » furent aussi évités : « Militants armés et non militaires » répétait Cabral.

## LES ANNES DE LUTTE

De 1964 à 1972, les zones libérées s'étendent progressivement, refoulant peu à peu les troupes portugaises et les confinant dans des camps fortifiés.

La force du PAIGCV fut de lutter simultanément sur trois fronts : militaire, politique et diplomatique. Pour

## GUERRE DE LIBERATION AU MOZAMBIQUE



Carte du Mozambique

trionpher dans une lutte de longue haleine, il lui fallait trouver un profond soutien dans la population paysanne qui représente 95 % du peuple guinéen. Aussi l'organisation des zones libres fut-elle un axe déterminant : création d'écoles (99 % de la population étant analphabète), d'hôpitaux, de tribunaux populaires, de magasins du peuple, élection de comités de villages, autant d'actions qui occupent bientôt plus de place que les actions armées.

En 1972, les 3/4 du territoire sont ainsi contrôlés. Dans la même année, après une campagne politique de 6 mois, le PAIGCV organise l'élection d'une assemblée nationale populaire. L'assassinat de Cabral à Conakry en 1973 par des tueurs à la solde des Portugais n'entravera pas la lutte : en septembre 73, l'ANP proclame la création de l'Etat de Guinée Bissau occupé par des forces étrangères.

L'accord signé à Alger en août 74 par le gouvernement Spínola n'a fait que traduire un fait accompli : le PAIGCV était maître de la situation. Lisbonne pouvait bien organiser le 10 septembre une brève cérémonie pour consacrer la reconnaissance de la Guinée Bissau, c'est le 24 septembre que le PAIGCV fête le premier anniversaire de l'Etat de Guinée Bissau.

## NATIONALISME, EMPIRISME ET THEORIE MARXISTE

L'apport de Cabral en tant que théoricien de la révolution africaine n'est pas négligeable, mais bien des questions subsistent sur le devenir de « l'Etat national démocratique » de Guinée Bissau. On ne peut alors éluder le problème de la nature du PAIGCV, seule force politique organisée et implantée.

Mouvement plus que parti, le PAIGCV reste sur des orientations nationalistes, les rôles des différentes classes et forces sociales étant dilués dans un front multiclassiste. L'Etat démocratique mis en place est le reflet de ces ambiguïtés. La nature nationaliste du PAIGCV, de même que les faibles différenciations au sein de la formation sociale africaine, compliquent le problème et rendent difficile le dépassement de ces conceptions.

Les tâches de construction du nouvel Etat dans un pays sans autres ressources que celles de l'agriculture nécessitent de rompre avec l'empirisme manifesté pendant ces années de lutte armée.

I. KERAL

# 10 ANS DE LUTTE ARMÉE AU MOZAMBIQUE

Il y a dix ans, le 25 septembre 1964, le FRELIMO engageait la lutte armée dans les régions rurales du nord du Mozambique : aujourd'hui des unités régulières du Front, viennent de faire leur entrée à Lourenço-Marquês et le FRELIMO participe au gouvernement provisoire. Les accords signés à Lusaka, la déconfiture des ultras lors de leur tentative de coup des 9-11 septembre marquent un point de non-retour : le Mozambique sera indépendant, sous l'égide du FRELIMO. Cette victoire du nationalisme révolutionnaire aux portes mêmes des bastions blancs de l'Afrique australe, Union Sud-Africaine et Rhodésie, constitue un événement majeur, d'autant qu'au cours de ces dix années de luttes, le FRELIMO a été amené à affirmer la finalité révolutionnaire de sa lutte et sa volonté d'en finir avec « l'exploitation de l'homme par l'homme ».

Au début de 1974, le FRELIMO contrôlait la majeure partie des trois provinces de Cabo Delgado, Niassa et Tete; sa pénétration dans le centre-sud du pays renforcée dans les zones vitales de l'économie coloniale explique le désarroi des colons manifestant fin

73 pour l'intensification de la guerre. La période qui s'est ouverte par la suite constitue une leçon de choses sur la

pratique révolutionnaire en matière de négociations et démontre l'importante maturité politique de la direction du

FRELIMO : face à un Etat portugais empêtré dans ses contradictions, face aux manœuvres des secteurs réactionnaires et du colonat, le FRELIMO a suivi une ligne d'offensive politique et militaire résolues sur le plan politique, par l'affirmation sans faille de la volonté d'indépendance immédiate, par le rejet de tout compromis impliquant une troisième force, par le développement et l'impulsion de luttes de masse et d'un travail d'organisation, en particulier dans les grandes villes et à Lourenço-Marquês, la capitale. Sur le plan militaire, une ligne d'offensive généralisée a été suivie : face aux attermolements du gouvernement portugais, un nouveau front a été ouvert dans la province de Zambézia, la plus importante du pays. La poursuite acharnée de cette offensive a constitué un facteur décisif pour le succès des négociations : la désagrégation de l'armée portugaise et des forces supplétives s'est considérablement accentuée, si bien que le 11 mai, le général Costas Gomes reconnaissait, dans une conférence de presse, que « les forces armées avaient atteint les limites de l'épuisement neuro-psychologique ». C'est par milliers que les Africains enrôlés dans l'armée portugaise ont rejoint le FRELIMO au cours du printemps : quant aux unités « blanches » leur refus de partir en opération, leur volonté de fraternisation avec le FRELIMO est devenu de plus en plus général. Les accords de Lusaka, le 7 septembre n'ont fait que sanctionner l'évolution du rapport de force, l'impossibilité pour le gouvernement portugais, malgré ses tentatives de mettre sur pied une troisième force qui soit crédible dans une solution néo-coloniale.

Aujourd'hui, dix ans après le début de la lutte, le Gouvernement provisoire est une réalité effective et l'indépendance totale, sous l'égide du FRELIMO, n'est plus qu'une question de mois — sans doute moins que n'en prévoient les accords de Lusaka.

## 10 ANNEES DE LUTTE POUR LE FRELIMO

Le FRELIMO s'est constitué en 1962, à partir du regroupement de petits groupes nationalistes : comme le PAIGC, il s'oriente vers la lutte armée en fonction de l'impasse dans laquelle se trouve tout mouvement nationaliste légaliste. Dès 1960, le massacre de Mueda — 500 victimes — a sonné le glas des illusions pacifistes. Le FRELIMO se définit au départ comme une organisation multi-classiste, nationaliste. La direction est assurée par Eduardo Mondlane qui sera assassiné en 1969 à Dar-es-Salam par des agents de la PIDE. Après une période de développement rapide dans les deux provinces du Nord, Labo Delgado et Nirissa la lutte dans les années 1967-69 se trouve à un tournant : difficultés externes et internes se conjuguent et aboutissent à une véritable crise.

Sur le plan externe, le FRELIMO se trouve confronté à une intensification de la guerre de la part des colonialistes portugais, qui coïncide avec une contre-offensive globale de l'impérialisme à l'échelle continentale : mise en place du pouvoir blanc en Rhodésie, liquidation des maquis au Zaïre, mise en place du projet de Cabona Basso, etc. Sur le plan interne, le développement des zones libérées pose des problèmes politiques que la direction hétérogène et frontiste du FRELIMO ne peut résoudre sans un minimum de clarification politique en son sein. Ces choix décisifs se feront en partie de manière empirique et pragmatique. Cependant il faut souligner que, comme Cabral pour la Guinée, E. Mondlane, dans son livre *Struggle for Mozambique*, est amené à fournir une analyse de classe de la société africaine qui constitue une avancée théorique par rapport aux inepties de la bureaucratie néo-coloniale sur l'absence de classes en Afrique. Le débat au sein du FRELIMO voit deux lignes s'affronter et est sanctionné par la victoire de l'aile gauche.

Les tenants du cours droitier se caractérisaient également par une ligne militariste, préconisant une offensive militaire en direction des villes, incarnée par Kavandame, responsable militaire

dans la province de Cabo Delgado. La problématique avancée par la direction du FRELIMO se caractérise par certains traits inspirés de la conception maoïste de la guerre populaire prolongée, s'appuyant sur les zones rurales et la constitution de zones libérées, mais elle rejette les conceptions étapistes, caserole que traînent à leur queue les tenants du stalinisme en Afrique et ailleurs.

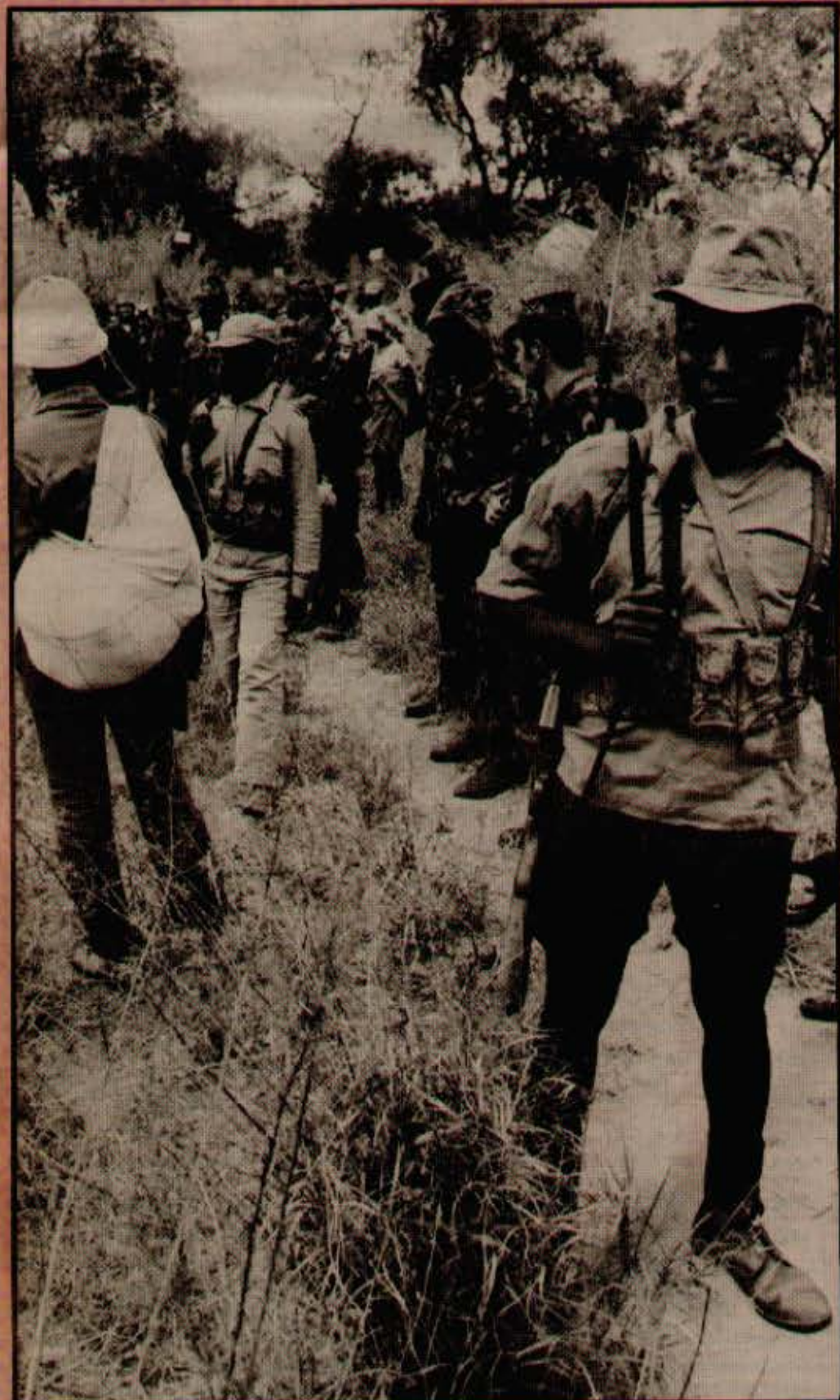
Est-ce à dire que la position du FRELIMO est totalement dépourvue d'ambiguïté ? Ce serait aller trop vite en besogne : le FRELIMO continue à se définir comme une organisation frontiste et il est certain qu'aujourd'hui l'accent est mis davantage sur le « vaste front uni national » que sur le développement des luttes de classes au Mozambique. Dans une de ses dernières déclarations, le 26 juillet, Samora Machel, président du FRELIMO, affirme que les Mozambicains « de toutes races, de tous groupes ethniques, de toutes croyances, et de toutes origines sociales s'identifient au FRELIMO ». De là aussi le refus de poser le problème du parti d'avant-garde, de formuler un programme socialiste précis. La radicalisation du FRELIMO s'est effectuée de façon empirique : c'est l'expérience de la lutte qui a rendu nécessaire les options socialistes dans les zones libérées pour assurer la production et la guerre. Cette situation est aujourd'hui implicitement théorisée par les militants du FRELIMO qui sont nombreux à penser que point n'est besoin d'organisation d'avant-garde ni de programme : face au problème posé par l'indépendance, le « peuple » éliminera de lui-même les solutions capitalistes et réactionnaires, comme dans la lutte armée il a su les éliminer...

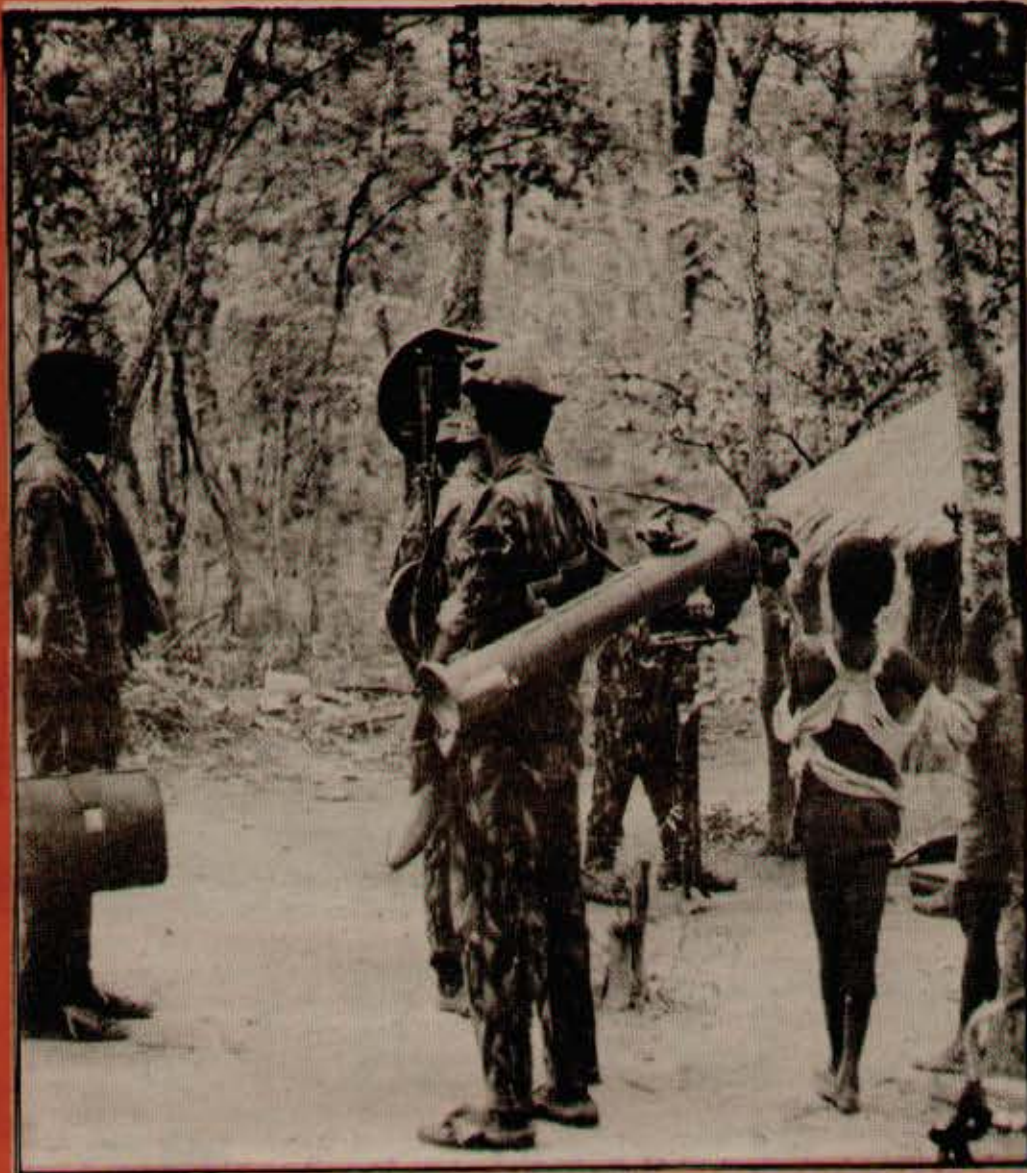
## QUELLE INDEPENDANCE ?

La « libération nationale » confronte aujourd'hui la direction nationaliste révolutionnaire du FRELIMO à des tâches considérables : la réalisation d'options socialistes au niveau d'un Etat de dix millions d'habitants, coincé entre des Etats néo-coloniaux et l'Afrique australe, pose des problèmes d'une toute autre ampleur que ceux de la gestion socialiste de zones libérées rurales. Le contexte général de la domination impérialiste en Afrique et le poids d'une formation sociale arriérée constituent une pression objective inexorable qui tend à ramener le Mozambique dans le giron néo-colonial. Sur le plan économique, le Mozambique hérite d'une structure profondément déformée par l'exploitation coloniale et impérialiste : le secteur le plus productif est constitué par les cultures d'exportation (sucre, sisal, coprah, thé) qui sont le fait des colons ; chaque année, 100.000 travailleurs mozambicains partent travailler dans les mines sud-africaines, soit davantage que le nombre de salariés du secteur industriel et minier dans le pays même ! Enfin, Cabora Bassa, dont la construction s'achève : en 1980, le barrage pourra produire 18 millions de Kw/h par an, soit 40 fois la consommation actuelle du Mozambique, richesse économique qui n'est guère utilisable par un autre client que l'Afrique du Sud. A très court terme, ces contraintes économiques obligeront le FRELIMO à des choix décisifs. Il devra y faire face en tenant compte du manque de cadres, lié à la faiblesse de l'alphabétisation et de la scolarisation. Le noyau dirigeant, les militants du FRELIMO voient aujourd'hui venir à eux des centaines d'éléments petit-bourgeois, ralliés de la onzième heure qui n'ont pas parcouru le long chemin de la radicalisation dans la lutte. La pénurie des cadres fait que la pression de ces éléments opportunistes sera particulièrement difficile à combattre.

Au delà des compromis économiques probablement nécessaires, le soutien qu'apportera le Mozambique aux luttes de libération en Afrique du Sud et en Rhodésie constituera une des pierres de touche de l'évolution du nouveau régime et de sa volonté révolutionnaire.

Cédric LEVALLON





réclamer l'autonomie du royaume Kongo). Soutenu par Mobutu, établi en armée des frontières autant pour faire illusion auprès des masses que pour casser militairement le mpla, R. Holden est le pion le plus sûr de l'impérialisme pour réaliser ses basses œuvres. Avant l'été, l'envoi à Holden par la Chine populaire de plus de 100 instructeurs finira de rendre crédible un mouvement qui ne fut jamais implanté en Angola.

Mais cette résurgence d'un appui possible pour l'impérialisme est aussi la conséquence de l'affaiblissement réel du MPLA.

Ce dernier créé en 56 par A. Neto a regroupé différents courants nationalistes. Il se trouvera placé dans un contexte autrement plus difficile que le PAIGCV.

Largement réprimé après la révolte de Luanda en 61, il faudra attendre 1964 pour qu'il réapparaisse et s'affirme dans la lutte. Des trois mouvements (MPLA, FRELIMO, PAIGCV), il est sans conteste possible le plus faible sur le plan de la théorisation de sa lutte (les écrits de Neto ne sont en rien comparables à ceux de Cabral, Mondlane, et Dos Santos). Le manque de rigueur politique ne sera ainsi jamais compensé par la réussite qui durant toute une période de la lutte armée masquera les problèmes internes du MPLA.

### DE COUP DE THEATRE EN COUP DE THEATRE

Ainsi, c'est avec surprise que l'on apprendra en Europe la scission de

Notons au passage que le congrès du MPLA mettra deux jours pour régler le problème de 14 membres du FNLA délégués par la révolte de l'Est !

C'est donc la pression des états néo-coloniaux qui a obligé les 3 tendances du MPLA à se réunir sans aucun principe et sous la menace de bloquer frontières, aides et approvisionnements.

Que va pouvoir réaliser maintenant l'association d'un NETO « présidentieliste » à un CHIPENDA « tribaliste » recevant en sous-main l'aide de Mobutu (comme l'attestent ses déclarations au congrès) ?

Toutes ces luttes internes ont incontestablement affaibli le MPLA depuis plus d'un an.

Les divergences profondes d'une direction recollée ne pourront probablement que lui permettre de rétablir très peu le rapport de forces sur le terrain en vue de négociations avec le Portugal.

Le gouvernement portugais n'a même pas besoin d'imposer Holden la pression des Etats néo-coloniaux peut largement suffire à imposer un front commun du FNLA et du MPLA, car le cheval de Troie néo-colonialiste est bien dans le FNLA et parmi les tendances ethnocentriques du MPLA.

Mouvement nationaliste révolutionnaire, le MPLA a hérité d'une situation difficile sur le terrain et les conflits de la direction qui ont éclaté en 73 remontent bien au-delà, traduisant le fait que le

## LA SOLUTION NÉO-COLONIALE ?

# L'ENJEU DE L'IMPERIALISME

L'Angola, pays de 1.250.000 kilomètres carrés au sud-ouest du continent africain joue aujourd'hui un rôle clé dans la situation politique africaine. A cheval entre l'Afrique centrale et l'Afrique australe, ce pays trouve dans sa position géographique une raison essentielle de son importance stratégique. 1.650 Km de côtes sur l'Atlantique-sud et des frontières avec la république « populaire » du Congo, le Zaïre, et la Namibie, l'Angola se situe au centre d'une des régions les plus riches du globe.

Ce pays de plus de cinq millions d'habitants, dont 700.000 colons, constitue une réserve immense de matières premières et son sol permettrait en l'absence de la domination impérialiste une mise en valeur fantastique. Le diamant, le sisal, le fer, le pétrole et aussi le café et le coton sont des productions les plus connues mais aussi les plus intensives pour satisfaire les besoins de la métropole. Mais à ce jour, ce n'est qu'une infime partie du sous-sol qui soit connue et l'économie coloniale bloque tout processus de développement de nouvelles cultures. L'Angola vit à l'heure du pacte colonial. Plus de 90 % de ses exportations sont des produits primaires bruts.

L'analyse de la situation politique et militaire en Angola impose une analyse de la guerre impérialiste restituée dans son contexte géographico-politique. Cette démarche peut seule rendre compte de la réalité dans la mesure où elle repose sur la compréhension du projet impérialiste dans toute la région. Elle est aussi la seule méthode pour comprendre les différentes solutions que les fractions impérialistes cherchent à apporter à la crise révolutionnaire en Angola. La solution néo-coloniale n'étant certainement pas la moins probable.

Le projet impérialiste pour l'Afrique australe consiste à en faire un bastion capitaliste et une plaque tournante des investissements en direction du continent. Puisque cette partie de l'Afrique contient les plus fantastiques richesses du globe, l'impérialisme mondial veut en faire une place forte capable de

résister à toute pression révolutionnaire. L'expression politique de ce projet c'est le renforcement du pouvoir blanc en Rhodésie et en Afrique du Sud, la collaboration des différents régimes néo-coloniaux dont le Zaïre qui joue un rôle central et enfin l'aide militaire, technologique et diplomatique croissante des pays occidentaux.

En ce sens, la stratégie impérialiste ne peut qu'aider à renforcer le capitalisme sud-africain ou à le défendre autant pas intérêt économique que par intérêt militaire compte tenu de l'importance stratégique de l'Océan Indien et de la route du Cap. Mais globalement, l'effervescence des masses dans le continent austral ne permet pas de tenter un coup de force en Angola (cf. l'absence de soutien aux putschistes de Lourenço-Marquês).

Ainsi, face à la pression révolutionnaire, le Portugal qui pour poursuivre sa guerre allait ouvrir de plus en plus largement l'Angola aux investisseurs sud-africains et étrangers.

De ce fait, la résolution du problème angolais est loin de passer par les seuls intérêts et volonté de Spinola. Les intérêts impérialistes et sud-africains dans la région peuvent s'accommoder fort bien d'une solution néo-coloniale. Cette solution va se révéler d'autant plus satisfaisante que à l'inverse de la Guinée-Bissau et du Mozambique, le colonat blanc est très important et concentré dans le nord du pays, que les zones de combat n'ont jamais approché les grandes régions développées et Spinola et Soarès peuvent jouer aujourd'hui sur l'existence de divers mouvements nationalistes : MPLA, FNLA-GRAE, et des difficultés internes au MPLA.

### LE FNLA-GRAE ET LE MPLA

Le FNLA-GRAE de R. Holden, n'a jamais fait mystère de sa liaison avec MOBUTU fantoche préféré des USA. Mouvement typiquement droitier, son origine et son histoire témoignent d'un caractère foncièrement régionaliste et tribaliste (il écrira en 57 à l'ONU pour

CHIPENDA fin 73, dénoncé par A. Neto comme « traître à la solde de l'impérialisme ».

Pourtant, quelques mois plus tard, un accord tacite sera établi.

Pas de clarification politique dans tout cela. L'avis et la consultation de la base sont réduits à néant. L'élément révélateur de l'état du MPLA sera le congrès tenu à Lusaka vers la fin août 74, où l'on assiste à une série de coups de théâtre pour le moins étonnants mais révélateurs. Devant le refus de la direction néteste de présenter un bilan depuis le dernier congrès, les deux autres tendances Chipenda (révolte de l'Est) et Pinto de Andrade (révolte Active) votèrent contre la direction, mettant ainsi A. Neto en minorité. C'est ainsi que l'on put lire dans la presse que Neto avait quitté le congrès et que ce dernier avait élu Chipenda comme président du MPLA.

Le lendemain, on apprenait qu'une direction provisoire du MPLA s'était constituée à Brazzaville où se tenait la réunion de 16 chefs de régimes néo-coloniaux avec A. Neto, Chipenda, de Andrade.

Le fond nationaliste a bel et bien conduit à des déviations régionalistes (Chipenda) ou bureaucratiques (A. Neto). Contrairement au FNLA, le MPLA est loin d'avoir basculé dans le camp impérialiste. Le forçage des Etats néo-coloniaux a regroupé artificiellement la direction du MPLA autour du projet minimum de la lutte antimcoloniale. Or, les progrès décisifs du MPLA ne pouvaient et ne peuvent surgir que d'une plus grande clarification politique dont on voit mal comment elle pourra s'effectuer dans le concert de multiples pressions de toutes les forces politiques présentes en Angola et à sa périphérie. Le bilan et l'analyse du MPLA, sont posés aujourd'hui par de nombreux militants du MPLA qui perçoivent plus ou moins clairement la nécessité d'une clarification qu'il faut faire aboutir sur une toute autre base politique. Il y va ainsi non pas seulement de la survie du MPLA mais aussi de la possibilité d'une défaite des masses et de la modification même du rapport de forces dans cette région charnière du continent.

I. KERDAL  
24.9.74






### QUELQUES DATES DE LA LUTTE GUINEE BISSAU ANGOLA MOZAMBIQUE

Septembre 56 création PAIGC (A. Cabral)  
 Décembre 56 création MPLA (A. Neto) (regroupement de plusieurs mouvements nationalistes)  
 1958 création de l'UPA (R. Holden)  
 Août 59 massacre PIDJQUITI  
 Février 61 attaque de la prison de Luanda (UPA et MPLA), répression  
 Août 61 annonce de la lutte armée  
 Mars 62 R. Holden crée le FNLA-GRAE  
 Juin 62 création du FRELIMO (E. Mondlane), regroupement de plusieurs mouvements nationalistes)  
 Septembre 62 1<sup>er</sup> congrès du FRELIMO

Février 64 réorganisation du PAIGCV (création des FARP)  
 Septembre 64 début de la lutte armée  
 Mars 66 création de l'Unita (J. Sawinbi ex-ministre de Holden)  
 Février 69 assassinat de E. Mondlane  
 Août 72 élections ANP  
 73 assassinat A. Cabral  
 73 proclamation Etat de Guinée-Bissau  
 scission CHIPENDA (MPLA)  
 Août 74 signature PAIGCV-Portugal  
 74 direction provisoire MPLA (A. NETO) Chipenda, P. Andrade)  
 accord FRELIMO-Portugal  
 24 Septembre 74 1<sup>er</sup> anniversaire de la proclamation de l'Etat de Guinée-Bissau

Annexe à la directive en date du 10 août 1974

# ANALYSE DE L'APPEL DES CENT

NON FONDEE	DUE A L'IMPERFECTION DE TOUTE INSTITUTION HUMAINE	FONDEE OU NON, NECESSITE UNE DECISION POLITIQUE	IRREALISTE
<p>Déjà offert entre 18 et 22 ans et, sous certaines conditions, jusqu'à 23 ans.</p>			
<p>Déjà réalisé pour les chefs de famille, incorporés sur le territoire de la Région militaire où se trouve leur domicile ou à moins de 200 kms de celui-ci.</p>	<p>La distance moyenne entre garnison et domicile a été réduite depuis un an (cf. article dans « Forces Armées Françaises » N° 14 de septembre 1973).</p>	<p>Pour la masse du contingent, mesure impossible, le gros des effectifs étant implanté dans le Nord et l'Est de la France et en RFA (problèmes de politique étrangère et de défense).</p>	
		<p>Les Forces Françaises en Allemagne existent dans l'intérêt de la défense française, de celle de l'alliance atlantique à laquelle nous appartenons et en accord avec la République Fédérale d'Allemagne. Nous entretenons avec ce pays des relations non seulement pacifiques, mais amicales.</p>	
<p>Le régime des permissions a déjà été très assoupli.  Et la camaraderie ?</p>	<p>Ce régime peut l'être encore par une meilleure organisation...</p>	<p>...Ou sur décision ministérielle...</p>	<p>... Il a ses limites sous peine d'absurdité (pourquoi un service militaire s'il se passe en permissions ?).</p>
		<p>C'est une question de crédits (également pour les transports, le budget des armées versant une indemnité compensatrice à la SNCF). Donc : — réduction des dépenses d'armement ou d'infrastructure au détriment de la défense ; — ou augmentation globale du budget de la défense, déjà impopulaire malgré sa modicité relative (3 % du budget PNB, 17 % du budget total). Le commandement souhaite et a déjà suggéré cette amélioration du sort des appelés.</p>	<p>Chaque fois que le prêt augmente de 0 F 25 par jour, cela coûte à la France 25 millions de francs.</p> 
<p>Le règlement a déjà été bien assoupli... ▶</p>	<p>.. Il n'impose pas de « consigner » les jeunes recrues. Cette tradition tend à s'adapter, voire à disparaître.</p>		
<p>Le règlement (qui date de 1966) a fait du Chef de Corps l'échelon le plus bas habilité à punir, le seul dans un régiment.</p>		<p>Les échelons non habilités à punir ne sont pas encore complètement adaptés à une formule qui leur ôte des moyens de coercition faciles. Les abus d'autorité, les punitions déguisées devraient disparaître.</p>	<p>Mais les nécessités du combat imposeront toujours l'obéissance immédiate, si besoin sans explications, jusqu'à l'accomplissement total de la mission. Un des rôles de l'instruction est de faire comprendre cette nécessité et d'inculquer les réflexes qui permettront au combattant de surclasser son adversaire.</p>
<p>Fort peu de journaux sont interdits.</p>		<p>La décision du ressort du ministre de la défense, ne peut être prise ou abrogée que par lui.</p>	<p>Le devoir de réserve est imposé aux fonctionnaires, a fortiori s'ils sont en uniforme.</p>
<p>C'est une fausse légende. Aucun taux de pertes n'est admis. Il y a entre 0,7 % et 0,9 % morts par an, bien lire pour mille, y compris en dehors des heures de service (permissions, quartiers libres).</p>			<p>Pouvoir résilier un contrat à tout moment, c'est nier la notion de contrat.</p>
			<p>Rêve d'un monde idéal. Si ce monde existait, il n'y aurait pas de guerre donc pas d'armées.</p>